35¢

# CITÉ LIBRE

XIIIe année No 43 JANVIER 1962 NOUVELLE SÉRIE

L'ÉDUCATION DES ADULTES

L'Opéra de Quat'sous, très grande réussite du TNM



**SOMMAIRE**

## Sommaire




XIIIe année, No 43
Janvier 1962

Revue mensuelle

Comité de rédaction

*Co-directeurs* :
Gérard Pelletier
Pierre-Elliott Trudeau

*Secrétaire de la rédaction*:
Jacques Hébert

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition
Cité libre

Imprimé à Montréal par
Cossette et Fils Ltée

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration
3411, rue Saint-Denis
Montréal 18 — VI. 9-2228

Service des abonnements:
Cité Libre
C. P. 10
Montréal 34 — LA. 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Les Messageries Coopératives
de Montréal
411, rue Saint-Claude
Montréal — Tél.: 866-5448

7

La maquette typographique est de Gilles Robert


# CITÉ LIBRE

NOUVELLE SERIE




# UN SILENCE PROVISOIRE

Gérard Pelletier

LA RÉPONSE des moins de trente ans à notre invitation d'octobre ne s'est pas fait attendre. Bien mieux: dès le premier mois elle nous posait un problème d'espace qui n'a pas cessé de s'aggraver depuis. Il faut donc enregistrer le fait: les jeunes ont quelque chose à dire (ce dont nous n'avons jamais douté) et le disent volontiers pour peu qu'on les y invite.

Nous nous sommes bien gardés d'accueillir ces propos dans une perspective polémique. *Cité libre* invitait les cadets à se définir eux-mêmes et notre éditorial ajoutait: "... s'il leur chante de nous prendre pour objet de leur critique, qu'ils se sentent parfaitement libres. Rien ne nous instruira davantage sur nous-mêmes et sur eux que d'être pris à parti". Presque tous nos correspondants se sont posés en s'opposant, ce qui était à prévoir et nous aurions eu mauvaise grâce de réagir à leurs attaques. Il importait avant tout de discerner dans leurs propos l'esquisse d'une physionomie: la leur.

Trois nouveaux témoignages paraissent dans la présente livraison. Malgré le conseil de nombreux lecteurs qui voudraient lire nos annotations dans les marges, nous nous garderons de tout commentaire. Mieux: nous ajournerons les commentaires à une livraison ultérieure. Ce qui nous intéresse au premier chef, c'est d'entendre une expression spontanée d'opinions et de sentiments. Bien piètre auditeur celui qui interrompt sans cesse l'interlocuteur ou bien marmonne en l'écoutant. Notre invitation était dénuée d'arrière-pensées; quand les jeunes acceptent de rompre "un certain silence", ils nous imposent du même coup l'obligation de nous taire, du moins provisoirement.

Certains correspondants, toutefois, nous rendent l'abstention particulièrement difficile. Exemple: la lettre de Jacques Godbout, publiée dans notre dernière livraison. Serait-ce qu'une

telle lettre nous paraît manquer de candeur? Le correspondant, en tout cas, avait rompu le silence bien avant notre invitation! Qu'il profite de celle-ci pour nous servir une mercuriale en nous appelant (fort spirituellement) ses grand'pères, il nous semble que ce n'est pas de jeu. Il nous fait penser au comédien déjà chevronné qui se présenterait au concours du Conservatoire pour faire la nique au jury...

Passer sous silence les brillants sophismes dont l'ex-directeur de *Liberté* assaisonne ses "ballets roses de l'intelligence" aurait l'air d'une dérobade. Il escamote, par exemple, le problème séparatiste en noyant magnifiquement le poisson dans un fleuve de mots. Quand il a affirmé: "Nous nous entendons tous pour travailler à conditionner le corps national, à le préparer à la maturité", il nous montre le fond de son chapeau et dit: "Vous voyez? Il n'y a plus de séparatisme là-dedans, plus de problème politique! Le tour est joué..." Se rend-il compte que cette prestidigitation évoque davantage le vieux politicien que le jeune intellectuel?

Il dit encore: "Ainsi quand, agnostiques, nous sommes la cible des préjugés et des insultes de la droite catholique, vous nous priez de ne pas nous en formaliser. Vous vous portez garants de la tolérance chrétienne." Si cela était vrai, je prendrais au sérieux la suite du raisonnement. Mais Jacques Godbout serait bien en peine de citer là-dessus une seule de nos phrases qui ait seulement l'air de justifier pareille affirmation. Nous porter garants de la tolérance chrétienne? Mais nous sommes inévitablement les premières victimes de cette droite catholique dont il se plaint. Et c'est justement pourquoi l'intolérance des incroyants, l'intégrisme laïque, nous paraît également détestable. Voudrait-il que nous usions avec les agnostiques du paternalisme protecteur qu'on impose aux enfants? "Bien sûr, chers petits. Faites un peu voir cette aigreur. Nous n'en tiendrons pas compte. C'est la poussée des premières dents: il faut bien pleurer un peu!"

Non. Une longue habitude de respecter intégralement la personnalité de l'interlocuteur, de le traiter comme adulte responsable, ne se perd pas facilement. Nous ne croyons pas, du reste, que le Mouvement laïque serait ravi d'une "charité" ainsi comprise.

•

# L'IMPRESSION DE RADOTER...

**François Rousseau**

VOUS trouvez suspect le silence des jeunes. La première image qui me vient à l'esprit devant ce point d'interrogation, est, je pense bien, l'écoeurement. Du moins subjectivement. Non pas un écoeurement dévastateur qui annihile tout dynamisme, mais plutôt un écoeurement qui crée un repliement sur soi où on essaie de faire un travail propre, honnête et sensible, si possible. A l'écart de la turpitude et de l'apathie de notre société. Toujours subjectivement.

La tour d'ivoire peut-être: c'est dommage.

Un dernier numéro du *Magazine McLean* (un autre coup au coeur, cette maison anglaise pour nos écrivains) souligne que le principal handicap des jeunes (15 à 20 ans) est leur isolement. Il y a peut-être un rapport.

Est-ce que tout n'est pas à refaire chez nous: à commencer par nous-mêmes.

Voici, puisque vous le voulez bien, quelques réflexions, en vrac:

— On nous dit souvent, ces derniers temps, qu'il est plus facile de critiquer que d'agir. On veut remuer les cendres encore chaudes de notre peur et de notre soumission collectives.

— Alarmante est la mauvaise préparation de nos maisons d'enseignement: sur les plans religieux, émotif, culturel et démocratique.

On nous donne nettement l'impression (association libre: imprimer) de la raison du plus fort: indignation, menaces, hauts cris, expulsion, direction spirituelle obligatoire, retraite "fermée" obligatoire. Le drame, au milieu de ces mélodrames, c'est qu'au bout du compte, on passe à côté, ou plutôt en dessous, de la religion.

On exploite à fond un paternalisme (tyrannie) excessif. On prolonge ainsi indéfiniment l'adolescence, et on prépare d'éternels dépendants. On prêche aussi, fort sérieusement, que l'élève est au service de l'institution, et que s'il n'est pas satisfait, il n'a qu'à aller ailleurs. (constante qu'on retrouve: hôpitaux, asiles, etc...) O ironie. J'aime assez qu'on se réfère à nos "ailleurs".

Notre sexualité, monstre qu'il faut castrer au plus tôt, se développe en effet de façon souvent monstrueuse, et donne tous ces mariages qui demandent grâce un peu partout dans nos journaux. Il n'y a pas que les fous pour crier au secours. Des années durant, on "dresse" les jeunes dans un monde faux: où il n'y a que des hommes (portant la robe) ou que des femmes, selon le cas. Un monde proprement a-sexué, d'ailleurs. Y cherche-t-on à épanouir ou à étouffer?

— Qui est Proust, Alfred Jarry (dont la Bibliothèque Municipale, l'an dernier, ne possédait qu'une traduction anglaise de l'Urbu-Roi), Apollinaire, Braque, Niemeyer, et même Bach? Culture, non pas à sens unique, mais à sens inexistant.

— Ce n'est certes pas dans nos collèges qu'on apprend à vivre en démocratie. Par curiosité, pour voir, j'ai fait, en Belles-Lettres, quelques devoirs d'Anglais pour un copain: résultat: 9 et 6. J'ai tenté la même expérience en philo.: (dissertation) même résultat. Il y a de la ségrégation chez nous...

Par ailleurs, est-il imaginable que des élèves de philosophie aient droit de vote au conseil du collège? Après tout, le collège n'existe pas pour les élèves.

— Au degré universitaire, pourquoi certaines facultés donnent-elles des cours de religion, de géographie, d'histoire ou de trigonométrie?

— Devant toutes les techniques, et leurs différents débouchés, que font vraiment nos institutions pour aider les jeunes à trouver leur mode d'expression. La psychologie qu'on peut définir brièvement par l'étude du comportement d'un être dans son milieu ("gestalt", d'où absence de fragmentation), devrait nous donner des orienteurs. Pourquoi l'une de nos universités organise-t-elle en deux départements distincts, qui n'ont rien à voir entre eux, la psychologie et l'orientation.

— Ce qui est effrayant chez nous, c'est la quantité surprenante d'omniscients. Il y a plein de gens qui sont convaincus d'être des compétences dans huit ou douze domaines différents. A des degrés, jugés universitaires dans les autres pays, le même professeur enseigne indifféremment le latin, la littérature ou les mathématiques. Ça n'est pas possible! Dans certaine université, des professeurs donnent quatre cours différents. Avec notre "terroir", on pourrait faire un énorme bouquin de la série "Croyez-le ou non".

— Nos hôpitaux, nos "asiles", nos collèges, notre patronage, toutes choses qui ne pourront être sevrées sans une certaine révolution.

— Nos gens se demandent-ils vraiment s'ils veulent rester Français? Il y a chez nous une inconscience flagrante : on veut bien rester Français, mais on ne l'est déjà plus : on ne sait pas s'exprimer en Français. Au reste, comment conserver ce qui ne se conserve pas? On PARLE une langue, on ne la conserve pas. Le vocabulaire des métiers et de la plupart des professions est à peine français. Je m'inquiète surtout du fait que les gens ne s'inquiètent pas. Je suis furieux qu'on nous enseigne la sociologie, le génie, l'architecture, la médecine, et tout le reste, dans des manuels de langue anglaise.

— Pourquoi n'y a-t-il jamais de concours d'Architecture, dans le Québec, lorsqu'il s'agit de constructions faites à même les fonds publics? Notre province foisonne de bêtise monumentale et morne, élucubration d'un petit groupe à système rotatif. Et pourtant, elle compte sept cents architectes. Sur ce nombre, il y en a certainement qui ont quelque chose à exprimer. Qu'on leur en offre la possibilité.

— Ceci est évidemment lié étroitement à notre politique embryonnaire. Je lui souhaite une heureuse grossesse.

— Pourquoi l'étudiant (dont le père n'est pas riche) doit-il se vider graduellement, chaque été, du peu d'énergie qui lui reste, pour payer ses cours? Après tout, c'est peut-être pour bien lui apprendre à faire beaucoup d'argent le plus vite possible. Pourquoi doit-il quêter une bourse(?) (remboursable à 40 %) ou un prêt qu'on lui refuse souvent? Pourquoi est-ce quasi impossible à certains de poursuivre des études post-universitaires? Un ami vient d'emprunter à un particulier, afin d'aller faire un stage d'étude sur la thérapie de groupe. Pourquoi entretient-on, indirectement, via l'éducation, la ségrégation: les maudits protestants, les maudits Juifs. Pourquoi un tel manque de civisme sur nos routes?

Nous avons une économie instable: nos économistes, ici, sont paralysés par Ottawa. Que faire; encore aller demander un bonbon à papa?

— A tous ces pourquoi correspond certainement beaucoup d'agressivité chez nous. Nos gens défouleront-ils?

— Je suis croyant et pratiquant.

Malgré notre clergé.

Souvent, lui aussi, est cause d'écoeurement. A ce sujet, plusieurs jeunes se taisent et attendent.

Il a fait de la religion du Christ, qui est Amour, sa religion, qui est souvent négative, obsessivement refoulée, et mesquinement centrée sur les fesses de ma voisine.

A la base de nos tares, ronge cette absence d'Amour fondamental. (Y compris l'absence d'amour de la Patrie, parce que nous n'en avons pas encore.) S'il y a si peu d'amour du métier, du travail bien fait, de la liberté (re: vote), de la vérité, s'il y a aussi si peu d'amour tout court, cela est sans doute dû en grande partie à notre éducation mesquine, cachottière et sèche. On nous a présenté un Dieu tyrannique et menteur: on a faussé notre sens moral en lui mettant des oreillères.

— Il est normal que nos gens refusent l'école athée. Mais l'école laïque ne pourrait-elle pas offrir un cours de religion (un professeur par religion, au besoin) pour les croyants, et un cours de morale naturelle pour les incroyants (ou agnostiques)? Ne serait-ce pas une façon plus vraie d'être des "témoins", que de s'encabaner? D'ailleurs, qu'on le veuille ou non, l'école neutre existe depuis longtemps chez nous, sous forme de "High School". Des représentants de diverses croyances s'y côtoient.

— Il se peut que je me trompe, mais il m'a toujours semblé que la J.E.C., dans nos maisons d'enseignement, est la preuve vivante de l'échec de notre enseignement religieux. La J.E.C., dans une école neutre ou laïque serait un besoin essentiel, pour activer un rayonnement. Dans nos maisons, où tout est régimenté (il n'y a que dans les régiments qu'on forme des rangs), jusqu'à l'obsession, le besoin que l'on en ressent devrait mettre la puce à l'oreille.

— Je souhaite ardemment que les circonstances permettent bientôt aux prêtres de se consacrer entièrement à leur fonction propre: le sacerdoce. Quand on sait que 40% des prêtres s'adonnent à leur sacerdoce à plein temps, on se demande si on ne devrait pas parler d'un manque de professeurs plutôt que d'un manque de prêtres.

— Notre Nationalisme et notre avenir collectif vont de pair. Notre avenir de "Canadiens-voulant-rester-Français" sera ce qu'est notre Nationalisme. Nous développe-

rons un amour de la Patrie quand nous aurons une patrie: une patrie bilingue (?) n'est pas une patrie. On a qu'à regarder ailleurs ce qui se passe entre les Wallons et les Flamands. On a qu'à écouter Les Flamands de Jacques Brel pour palper l'incompatibilité. Il faut avoir voyagé, si peut soit-il, pour ressentir d'une façon cuisante l'ambiguité d'être Canadien. Etre Canadien français, en voyage, demande souvent de longues explications. A Paris comme à Winnipeg.

Je veux rester (ou plutôt redevenir) d'expression française: donc de culture française. Je connais assez le vocabulaire de mes confrères pour savoir que nous ne parlons plus français. La seule façon de rester Français est de rendre le français rentable: c'est-à-dire obligatoire (re: manuels techniques, devis descriptifs des fabricants, etc. . .) afin que les métiers se purgent et que le Français devienne, enfin, normal. Cela ne peut se faire au sein de la Confédération, puisque les deux langues sont légales. Donc . . .

— J'ai songé à toutes ces choses, on les a entendues aussi, si souvent, que j'ai l'impression de radoter. Mais dans notre milieu, où, semble-t-il, faire la sourde oreille est une vertu, répétons, répétons, sans cesse, il en restera bien quelque chose un jour.

Je joins à cette lettre, une lettre écrite à l'A.A.P.Q. au sujet de l'enseignement à l'Ecole d'Architecture.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

★

---

# Être ou ne pas être

**Gérald Godin**

SANS IDÉES CLAIRES, aucune action n'est possible à quiconque. Le plus clair de mon temps se passe à la recherche d'idées claires, sur lesquelles établir, grâce auxquelles étayer, une action précise sans bavures, sans failles.

Ici, les terrains d'action ne manquent pas, semble-t-il. On peut être laïcisant, séparatiste, nationaliste, anticlérical, syndicaliste etc . . .

Ces vocables sont autant de trompettes à emboucher pour se donner une contenance dans cette société où l'on vit, pour être entendu, pour être du dernier train.

Non que tous les séparatistes, laïcistes, anticléricaux, nationalistes et syndicalistes ne soient que des cabotins, mais je me pose tout de même la question et avant de m'engager dans quoi que ce soit, ou même dans tout cela, il me faut m'interroger sur mes raisons, sur mes motifs.

Car depuis trop longtemps dépourvu d'une idée-maitresse, d'une idée-force dans ma vie, d'une contenance sociale, ne me jetais-je pas aveuglément sur la première qui m'apparaissait? N'étais-je pas aveuglé par ma hâte?

Ce premier moment de réflexion passé, je m'interrogeais sur la gravité de mes engagements.

Comment peut-on être séparatiste sans acheter des armes et les distribuer la nuit à des amis fidèles pour que cette idée devienne un acte? Comment peut-on être anticlérical et ne l'être qu'entre anticléricaux? Comment être syndicaliste sans être prêt à en mourir?

Il était question d'aller jusqu'au bout d'une idée que l'on aurait choisie parce qu'elle convenait, nous semblait la plus importante au monde, pour le moment.

Mais et le courage? Me manquerait-il? Me manquerait-elle, la force de poursuivre mon propos jusqu'à son plein développement? Je le craignais.

C'est pourquoi j'y pense à deux fois avant de vous dire: j'ai décidé de ceci ou de cela. Pour le moment, je médite, je réfléchis. J'ai de grands projets que je ne suis pas dans une situation de réaliser. On ne peut pas tous être rédacteur en chef d'un grand journal.

Je me rabats sur de plus petits, qui sont à ma mesure et auxquels je travaille en silence, presque en cachette.

Car que nous reste-t-il, à nous, jeunes bourgeois, jeunes journalistes, trop conscients de n'être souvent que des dilettantes (et c'est là le noeud du drame) ? Que nous reste-t-il à faire, sinon réfléchir, méditer, travailler presque en cachette à des choses importantes, comme écrire un livre. Quoique ceci n'émeuve plus personne, nous avons toujours été déçus quand une oeuvre "en préparation" nous était enfin donnée. Il y manquait tout un poids de vie, de chair, de chaleur, de souffrance. On fait trop de littérature et l'on ne vit pas assez. On dira ce que l'on voudra contre St-Denys Garneau, son oeuvre rend compte de la vie. Cette vie est bien malade, d'accord, mais elle est vraie.

Le mot est lâché, je m'en aperçois maintenant: être vrai, voilà mon obsession, ma hantise. Savoir qu'il faut être vrai est simple. C'est découvrir comment l'être qui est compliqué.

Pour moi, j'ai vingt-trois ans et je cherche toujours, même alors que j'ai peut-être trouvé. Mais je me méfie tellement de ces idées qui ont cours et je me méfie tellement de ce qu'elles ne soient que des oreillers pour mieux dormir parmi "ceux qui pensent".



---

# Problème bicéphale

**André Major**

IL arrive parfois qu'on lance une invitation à la jeunesse, une invitation à se dévoiler, mais c'est très rarement qu'une réponse est donnée. Pourquoi? Parce qu'une telle invitation n'est pas prise au sérieux; on ne la sent pas sincère, fraternelle, mais plutôt condescendante, curieuse. Cependant, si c'est un homme que l'on sait apte à nous accepter, nous sommes vivement tentés et nous cédons à son appel. Il est préférable, dit M. Pelletier, de ne définir qu'un aspect de la jeunesse — celui auquel on appartient — car dresser un panorama serait d'abord présomptueux, et ensuite cela mènerait à maintes aberrations.

Partant de cela, je tenterai de définir l'attitude de notre groupe[1] vis-à-vis telle ou telle situation (politique, religieuse, sociale, esthétique). Au Canada français, il semble toujours effarant de représenter une minorité, mais puisqu'on nous invite à le faire, nous serions bien malvenus de nous y refuser.

### QUI SOMMES-NOUS?

Nous avons entre vingt et vingt-cinq ans, la plupart d'entre nous n'étudient plus pour des raisons qu'on peut aisément deviner, nous avons publié un recueil de poèmes, collaboré à une revue, etc. Nous croyons d'une façon générale à l'engagement. La poésie n'est pas pour nous seulement Forme; elle est surtout et d'abord Signification. Elle nous signifie dans notre recherche de l'amour et de la liberté que nous concilions, même si le désespoir agit

souvent comme décor. Elle se veut conquérante de ce dont nous avons été sevrés: liberté, sincérité, tendresse, passion, beauté. Nous n'avons pas d'emploi régulier, nous glanons çà et là de maigres revenus mais cela nous importe peu: des tas de projets nous font vivre. Nous mijotons la fondation d'une revue, d'une maison de disques de poésie, sans compter évidemment les publications inscrites à notre tableau. Nos familles tolèrent ce *modus vivendi* plutôt paradoxal, ce qui facilite de beaucoup notre tâche. Notre cercle n'est pas fermé; au contraire, tout apport étranger nous investit d'une plus grande richesse. Nous croyons transformer notre milieu par notre action; mais notre foi se heurte fatalement à la froide hostilité d'une société qui n'a pas encore fait l'apprentissage de la plus élémentaire liberté. Nous n'avons adopté aucun système philosophique précis, aucun code. Nous cherchons avec l'angoisse des exilés. A l'aide de ces quelques points de repère, on comprendra, je l'espère, notre choix devant les diverses situations où nous évoluons.

## POLITIQUE ET RELIGION: UNE SOLUTION GLOBALE

Pour nous qui prétendons croire à l'engagement, la solution des problèmes québécois doit être globale, c'est-à-dire qu'un problème n'exclut pas l'autre et que n'en voir qu'un seul, c'est fausser la solution. Etant à la fois pour l'indépendance et pour la laïcité de l'Etat, nous n'acceptons ni les séparatistes qui ignorent le cléricalisme, ni les "laïcisants" qui refusent le séparatisme [2]. Notre problème est bicéphale! Notre libération s'effectuera à tous les niveaux: à l'intérieur comme à l'extérieur. Il va sans dire que l'indépendance, à nos yeux, ne se conçoit que dans un gouvernement socialiste. Sans être croyants, nous souhaitons que cette libération provoquera une réforme religieuse, de laquelle il sera possible de trouver une spiritualité qui nous a toujours manqué. Dans la Cité Libre que nous voulons construire, tous les hommes respireront, pas un ne sera passible d'étouffer sous un masque honteux et ridicule. Nous appuyons les revendications du Mouvement laïque quant à la création d'un système d'écoles neutres. De plus, nous jugeons que l'Etat doit effectuer le plus tôt possible le divorce avec l'Eglise. (Il faudrait en finir avec "le rôle supplétif de l'Etat").

Nous récusons l'attitude de certains fanatiques pour qui le respect de l'individu s'arrête là où commence la divergence religieuse. Nous refusons qu'un individu soit accepté ou ostracisé selon ses croyances. Le dressage des âmes, au cours classique par exemple, nous répugne. Il faut dire que notre opposition au dressage nous a valu, pour la plupart d'entre nous, l'expulsion de nos institutions. Mais nous en avons toutefois retiré profit, car plutôt que d'être "cassés" par des maîtres dogmatiques à l'excès, nous nous sommes formés nous-mêmes. Et le résultat nous semble préférable. L'apprentissage de la liberté ne nous a pas été facile, j'en conviens. Nous nous sommes heurtés à la famille, au collège, aux amis parfois. Nos idées, notre obstination à revendiquer la liberté de penser et d'agir, notre passion de la vérité, toute cette aventure nous a comme retranchés des autres — de la majorité. Nous n'étions plus les mêmes, nous différions, nous nous séparions. L'hostilité croissait autour de nous, le mépris et la peur aussi. Moutons noirs, disaient-ils avec hargne. Au début, cela a provoqué nos cris et la souffrance de l'exil; puis nous avons compris qu'il fallait plutôt tendre la main, malgré tout, vainement peut-être, mais en voulant aimer ces hommes qui nous avaient déjà aimés sans doute...

## EN QUI CROYONS-NOUS?

Nous n'éprouvons aucune haine à l'égard de la génération qui a voulu mater nos instincts de vérité et de liberté; cependant il existe entre elle et nous un fossé qu'il n'est pas facile de sauter. Cette génération, sûre de ses traditions de soumission et d'unanimité, n'a pas vu dans notre révolte la manifestation normale d'une situation inacceptable. Les réactions devant cette révolte ont été dures, souvent dénuées de compréhension. On nous condamnait sans appel, à moins naturellement que nous acceptions de nous trahir, à moins que nous ne fermions les yeux pour reprendre l'étroit sentier de la docilité. Aucun dialogue n'était toléré, on nous isolait, on nous contraignait à nous croire ratés avant même que nous puissions vérifier cette spécieuse assertion. Maintenant nous savons que les ratés ce ne sont pas nous. Nous avons appris que se conquérir soi-même exige l'exercice constant de sa liberté de conscience. Liberté qu'ils ont méprisée; ce mépris a d'ailleurs tronqué leur choix et enlevé toute valeur à leur existence. A nos yeux du moins. En qui croire alors? A nos penseurs, à nos chefs de file? Hormis Gilles Leclerc, Gaston Miron et quelques autres qui sont des hommes libres et qui n'ont pas honte de nous serrer la main, je ne vois aucune fraternité entre l' "autre génération" et la nôtre.

## NOTRE MALAISE

Est-il besoin d'énoncer ici l'essence de ce malaise de vivre? Peut-être. Mais il devient morbide de toujours jouer dans ses plaies. Notre grand tort a d'abord été de croire, de trop croire aux valeurs proposées systématiquement dès l'enfance. L'amour nous hantait, nous ne l'avons trouvé nulle part. La charité nous est apparue bien théorique. La sincérité était honnie au profit d'un terne conformisme. En fait, le bon Canadien français se devait de n'être qu'un citoyen obéissant à l'Eglise et à l'Etat, de bien paraître, de prospérer, de ne jamais dépasser le minimum requis. Ce qui nous a semblé le plus bizarre, c'est qu'on nous niait le droit de chercher la vérité, prétextant que cela comportait trop de risques, que tout était trouvé et mis à notre portée. Comment la génération qui prétendait nous former a-t-elle pu s'imaginer que ce qu'elle nous offrait assouvirait notre soif? A ce moment-là le climat social jouait contre nous: nous étouffions, notre poésie hurlait (maintenant sa révolte est plus constructive). Nous sommes un peu moins exilés qu'auparavant. Aucune racine ne nous retient, ne nous nourrit: on a tout coupé de nous. Et pourtant nous voulons vivre au milieu des nôtres; nous maintenons une maison d'éditions à nos frais, nous publierons un périodique. Pourtant aussi nous parvenons à aimer ceux qui nous bannissent, qui refusent ce que nous sommes. Nous savons qu'il est difficile de tolérer ceux qui diffèrent de soi, mais c'est là le plus élémentaire respect de l'individu. Toutes les portes nous fermaient au nez dans notre propre maison; c'est pourquoi, avec nos faibles ressources, nous construirons la nôtre. Une maison ouverte à tous, même à ceux qui nous ont fait mal et qui ne viendront pas. Même à ceux qui ont allègrement sacrifié notre jeunesse.

Je n'ai pas voulu être amer, j'ai tenté d'oublier d'aigres souvenirs qui auraient faussé le sens de mes paroles: j'ai tout simplement voulu montrer une jeunesse qui, maintenant, est fière d'avoir échappé aux pièges tendus et qui, après cela, est encore ca-

(*suite à la page* 22)

# ÉDUCATION des ADULTES: CHOIX des BUTS

**Léon Dion**

## *AVANT-PROPOS*

### LE LEURRE DE L'ARGUMENT PRAGMATIQUE

LA conception humaniste qui prévaut dans nos sociétés occidentales oblige les élites dirigeantes à faire prévaloir leurs objectifs par voie de suggestions "rationelles" ou "psychologiques" qui laissent une assez large part à la liberté et aux initiatives des individus. C'est ainsi, par exemple, que tout en déplorant le scandaleux état de "préparation inadéquate à la vie sociale" chez les masses, les élites se trouvent paralysées dans leurs efforts visant à promouvoir et répandre l'instruction parce que tous les appels à la "beauté" et à la "grandeur" de la "culture" vont invariablement se perdre l'un après l'autre dans le désert de l'apathie et de l'insouciance où vivent les individus.

Dans les derniers mois, cependant, éducateurs, chefs syndicalistes, hommes politiques, journalistes, croient avoir trouvé un nouvel argument qui, selon eux, devrait à lui seul inspirer aux individus un profond désir de reprendre le chemin de l'école. En effet, on fait actuellement grand état de l'étroite corrélation qui existe dans nos sociétés nord-américaines notamment, entre le taux de chômage et le degré d'instruction. Les statistiques, surtout dans la catégorie des travailleurs âgés de 14 à 24 ans, indiquent que moins un individu est instruit et plus la probabilité qu'il soit en chômage est grande[1]. D'où on conclut que la meilleure façon d'enrayer le chômage consiste à élever le niveau général de l'instruction. Et on utilise sans plus de réflexion cet argument pour inciter les individus, particulièrement les jeunes, à s'instruire.

Dans la suite de la présente étude, je montrerai que l'éducation des adultes (instruction générale et expertise) doit reposer sur des postulats humanistes qui se dégagent des caractères spécifiques de la société moderne et non pas sur de simples "suggestions" pragmatiques. Mais, auparavant, il importe de relever la fausseté de l'interprétation qu'on dérive de la corrélation statistique mentionnée plus haut.

En effet, le simple phénomène statistique, à savoir que la probabilité *actuelle* du chômage (surtout chez les jeunes travailleurs) soit grosso modo inversement proportionnelle au niveau d'instruction, ne permet en aucune manière de conclure que l'accroissement de l'instruction entraînera automatiquement une réduction correspondante du taux de chômage.

Certes, en courte période, dans un contexte socio-culturel insuffisamment développé comme celui de la Province de Québec par exemple, il est probable que si nous parvenions, en peu d'années, à procurer un niveau adéquat d'expertise et d'instruction à tous les jeunes travailleurs, il s'en suivrait une réduction sensible du taux de chômage parce qu'il y a actuellement des offres de travail, surtout au secteur secondaire et dans les services, pour certaines positions où il existe un nombre insuffisant d'ouvriers spécialisés. Cependant, il importe de voir que le premier et le principal effet de l'instruction et de l'expertise consiste à accroître la mobilité du travailleur. Le travailleur spécialisé, en effet, tendra normalement à se diriger vers les régions les plus favorisées tant au point de vue du développement industriel qu'au point de vue de la conjoncture économique[2].

En outre, même en supposant un niveau élevé de développement économique, au-delà d'un certain point, l'utilité marginale de l'instruction et de l'expertise décroîtrait rapidement pour toutes les catégories d'occupations. Et au bout du compte subsisterait un résidu important de "chômeurs-experts". Un pareil état de choses se vérifie aux Etats-Unis où les statistiques préliminaires du chômage, pour 1960, montrent

---

1 Pour une étude statistique générale, appliquée au Canada, voir: Warren JAMES, "The Characteristics of persons looking for work: a survey of registrants with the National Employment Service, September, 1960" Canadian Political Science Association, Conference on Statistics, June 11 and 12, 1961. (Miméographié)

2 Les hommes du gouvernement provincial sont bien conscients de l'existence de cette tendance et de ses conséquences fâcheuses pour notre milieu. Il est clair qu'on ne peut sensément élever le niveau général de l'éducation des travailleurs sans s'attaquer en même temps au problème du développement économique et plus précisément sans implanter chez nous l'industrie tertiaire. Autrement ce serait la catastrophe: l'émigration des meilleurs éléments de notre population, au fur et à mesure où nous les aurions formés, vers les régions industrielles déjà développées, c'est-à-dire vers le sud de l'Ontario et les Etats-Unis. Ce processus est en cours depuis vingt ans et il serait illusoire de s'imaginer qu'on puisse parvenir à enrayer ce mouvement par des appels au sentiment patriotique.

que certaines régions, comme le Massachusetts par exemple, où pourtant l'instruction et l'expertise sont à peu près généralisées, ont un taux de chômage chez les jeunes travailleurs bien plus élevé que celui d'autres régions où cependant l'instruction et l'expertise sont beaucoup moins répandues.

De plus, les avantages gagnés en courte période tendent très probablement à se perdre en longue période. En effet, d'autres facteurs, tels le rythme de l'évolution technologique et les changements structurels sans parler des variations cycliques qui sont inhérentes à notre système économique, exercent une influence si prépondérante sur le marché du travail qu'ils tendent à annuler l'effet du facteur de l'instruction et de l'expertise. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1931, en Allemagne, il y avait une proportion effarante de chômeurs instruits et même très instruits. A la même période, aux Etats-Unis, le même phénomène se vérifiait quoique à un degré moindre [3]. L'instruction et l'expertise demeurent impuissantes à supprimer l'action des facteurs internes à l'économie (technologiques, structurels, cycliques, et saisonniers). Elles ne peuvent qu'exercer une influence restreinte, c'est-à-dire permettre une diminution du taux de chômage dans la mesure où ce dernier résulte du manque d'instruction parmi les individus. Enfin, — pour nous répéter — l'utilité de ce facteur devient marginale au-delà d'un certain point et au surplus son effet tend à s'annuler sous l'influence des facteurs qui s'exercent en longue période [4].

Enfin, on connaît encore mal les conséquences qu'aura l'automation sur la nature du travail industriel. Si on se fie aux études faites sur le sujet, il semble que la plupart des opérations techniques seront effectuées de façon purement mécanique et que la tâche du travailleur se ramènera à une surveillance de routine... Certes, l'automation, dont on dit qu'elle entraînera des changements technologiques révolutionnaires, requérera un certain nombre de techniciens hautement spécialisés mais ceux-ci ne représenteront qu'une fraction de la main-d'oeuvre requise par le marché du travail.

Il me semble qu'il n'est pas sage de "suggérer" aux individus le "désir" et le "goût" d'apprendre au moyen d'arguments aussi peu réfléchis que les arguments d'utilité. Quel profit personnel l'individu retirera-t-il de l'instruction qu'il aura acquise si elle ne représente pour lui qu'un outil pragmatique qui lui sera utile sur le marché du travail? Et quel sera l'état d'esprit du "chômeur-instruit": n'accusera-t-il pas la société de l'avoir "forcé" à s'instruire sous de fausses représentations?

De fait, on interprète la corrélation statistique entre le chômage et l'instruction avec si peu de rigueur que tout récemment, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, on s'en est servi pour "justifier" le coût élevé des divers programmes éducatifs en disant que chaque dollar investi pour promouvoir l'éducation signifiait la soustraction d'un dollar dans le budget des programmes de sécurité sociale et de bien-être [5]. En conséquence, les investissements dans le champ de l'éducation constitueraient de bons placements d'argent qui entraîneraient à long terme une réduction des budgets gouvernementaux. Un argument d'un caractère si "frappant" facilite grandement la tâche de ceux qui ont à gagner les citoyens à l'idée de dépenses gouvernementales élevées dans le domaine de l'éducation, mais tôt ou tard, parce qu'il s'avérera grandement exagéré sinon tout à fait faux, cet argument se retournera contre ceux-là même qui l'auront avancé.

L'argument pragmatique, malgré son caractère alléchant et prometteur, doit néanmoins être rejeté de façon péremptoire. Le problème de l'éducation (instruction et expertise) demeure donc dans son entier. Se contenter d'arguments aussi fragiles, voire "électoralistes", c'est s'empêcher de poser les vrais problèmes. Dans quelle mesure le chômage ne constitue-

[3] Dans plusieurs catégories d'occupations, les employeurs avaient tendance à embaucher le travailleur moins "instruit" de préférence à son camarade plus "instruit" parce qu'ils pouvaient obtenir ses services à meilleur compte.

[4] L'évolution de la technologie, et notamment l'énorme développement du secteur tertiaire, favorise, toutes choses étant égales, l'ouvrier spécialisé. Mais ce phénomène ne signifie pas que celui-ci trouvera invariablement du travail lorsqu'il se présente sur le marché ni surtout que l'influence des facteurs structurels, cycliques et saisonniers ne s'appliquera pas en son cas. De plus, l'évolution de la technologie se poursuivant il pourra devenir de plus en plus mal adapté et, à son tour, il se trouvera, après quelques années, défavorisé sur le marché du travail par rapport à un ouvrier plus jeune, qui aura reçu sa formation conformément aux exigences de la nouvelle technologie.

[5] Il est fort probable, au contraire, que même si, par hypothèse, par le truchement de l'éducation, la société pouvait assurer le minimum vital à l'individu, les fonctions gouvernementales, loin de décroître prendraient une ampleur accrue, parce que les exigences et les attentes de l'homme éduqué et bien nourri sont susceptibles d'être plus grandes et bien plus coûteuses que celles du malheureux que nous rencontrons dans la rue au mois de février, ou même comme cette année, au mois de juillet. L'Etat n'existe pas pour tenir les hommes en vie ou pour ressusciter les morts mais bien pour établir les conditions qui permettent à tous d'atteindre à la "bonne vie". Et les normes à partir desquelles nous élaborons nos politiques économiques actuelles ne sont certainement pas propres à assurer la "bonne vie" telle que la conçoit l'humanisme contemporain. Elles se situent en réalité dans le prolongement du vieux libéralisme moribond qui a failli à sa promesse d'assurer à tous le "minimum vital" et qui, pris de panique, a appelé l'Etat à son secours.

t-il pas, plutôt qu'un mal accidentel et facilement remédiable, une secrétion normale du système économique nord-américain tel qu'il est présentement conçu et orienté par les détenteurs des positions de puissance et de décisions (entrepreneurs, gérants, syndicalistes et hommes politiques) ? Dans quelle mesure l'absence de motivations profondes chez les individus pour l'éducation n'est-elle pas due au manque chez les éducateurs, d'une philosophie humaniste de l'éducation qui ait un sens et un attrait pour les adultes d'aujourd'hui ? Je laisserai aux spécialistes de l'économie la tâche de répondre à la première question. Mais, dans le présent article, je m'attaquerai au deuxième problème. Mon exposé apparaîtra peut-être abstrait au lecteur, mais l'urgence d'avoir chez nous des éveilleurs d'opinions éclairés est si pressante que même une étude qui vise à la recherche des prémisses fondamentales d'une philosophie de l'éducation des adultes doit être considérée comme étant de la grande actualité.

## POSITION DU SUJET

J'établirai le sujet à partir de deux évidences. La première évidence consiste dans l'accessibilité croissante et la dissémination massive des "informations" les plus diverses sur tous les sujets: journaux, *digests* et magazines, programmes radio-télédiffusés, courts métrages, expositions, discussions, forums, cours; tout cela, grâce à des moyens de communications et des techniques d'influences qui se développent constamment, permet de répandre chaque minute de chaque jour des connaissances allant de la psychologie à la médecine, de la science physique à l'art de cultiver les choux, des relations internationales aux rapports de voisinage... La deuxième évidence réside dans le sentiment apparemment croissant, chez l'individu, de perte de contact avec le monde et avec soi. En guise d'illustration, mentionnons un exemple de cet apparent paradoxe: tout le monde a "appris" le vocabulaire de la psychologie et de la psychanalyse; et pourtant on ne saurait conclure de là que les névroses et l'instabilité mentale sont devenues à notre époque moins fréquentes et moins graves.

Dans la présente étude, je me propose, en premier lieu, d'indiquer certains éléments de la situation qui conditionnent la conscience de l'homme moderne; en deuxième lieu, d'élucider quelles pourraient être, en termes généraux, les fonctions de l'éducation des adultes dans un âge où le sentiment de l'ignorance de soi et du monde semble croître dans la mesure où les "informations" se multiplient.

## ÉLÉMENTS DE LA SITUATION

Les raisons de l'apparent paradoxe entre, d'une part, le sentiment apparemment croissant d'impuissance et d'ignorance chez les individus, et, d'autre part, la dissémination toujours plus grande des connaissances parmi les masses, peuvent être établies en partant de deux propositions générales. En premier lieu, l'évolution socio-économique qui a provoqué l'effondrement de la société traditionnelle, rurale et paysanne, et la naissance de la société moderne, urbaine et industrielle, a entraîné la perte d'immédiateté entre l'homme et son milieu et développé la conscience d'un déracinement et d'une aliénation; en second lieu, le grand bouleversement au sein de la stratification sociale qu'on appelle la démocratisation des sociétés a détruit le statut comme facteur central d'intégration de la personne et de finalité de la société, et fait naître, du moins sur le plan idéologique, l'individu lui-même, l'individu éclairé et instruit, comme nouveau principe d'intégration de la personne et de finalité sociale.

Pour établir adéquatement les différences de condition entre l'homme de la société traditionnelle et l'homme de la société moderne, il faut éviter d'appliquer au passé les critères que nous utilisons pour apprécier notre époque. Etablissons quelques-unes de ces différences sur des contrastes. Première différence: les structures de la société traditionnelle, conditionnées par une économie de subsistance fondée sur l'agriculture, y sont fort simples; deux statuts sociaux fondamentaux résultent de ces structures, leur prototype étant le statut d'aristocrate et celui de serf. Par contraste, les structures de la société moderne, fondée sur une économie monétaire et sur la production en vue d'un marché sont devenues fort complexes; les statuts sociaux y sont multiples. A la hiérarchisation des rôles a succédé leur parcellisation. Deuxième différence: les connaissances dont dispose l'homme dans la société traditionnelle y sont fort rudimentaires: techniques et rites de travail, pratiques religieuses, mythes de la nature et de la destinée se transmettent d'une génération à l'autre, mais parce que l'évolution sociale et intellectuelle s'opère lentement, les connaissances transmises par la tradition suffisent à l'homme puisqu'elles satisfont les besoins de sa vie quotidienne. Elles ont d'ailleurs les sanctions de la religion qui imprègne elle-même tout à la fois les esprits et la société. Par contre, dans la société moderne, les connaissances se différencient, se spécialisent et surtout se formalisent. Libéré de l'emprise de la tradition tout comme de la contrainte d'un statut englobant, l'homme moderne doit "apprendre" par lui-même les réponses aux questions que lui pose son existence dans un monde "désenchanté". Pour faire éclater le contraste entre ces différences, mentionnons qu'en même temps que s'accroît l'expectation de vie, l'évolution tant sociale qu'intellectuelle s'accélère.

Ce contraste entre la condition de l'homme de la société traditionnelle et l'homme de la société moderne peut s'exprimer globalement dans les termes suivants: tandis que dans la société traditionnelle le statut social enferme la personne non seulement en ce qu'elle a mais encore en ce qu'elle est, l'homme moderne ne trouve immédiatement ni en lui-même, ni dans son travail, ni dans ce qu'il possède, ni dans son voisinage, de quoi remplir une vision intégrée du monde, satisfaire ses besoins ni répondre aux questions qu'il se pose. Cette perte d'immédiateté, cette rupture essentielle entre l'être et l'avoir, que les philosophes depuis Hegel appellent le phénomène d'aliénation, ne doit cependant pas être considérée comme constituant un malheur nécessaire. En effet, dans la société traditionnelle, l'homme parce qu'il ne se sent pas contraint de "se réintégrer" ni de "se ré-approprier" demeure dans l'état d'ignorance. Si la vision tragique de l'homme moderne, "perdu et seul dans un monde étranger et hostile" a de quoi nous faire frémir, il n'en reste pas moins que ce même monde place entre ses mains, une arme à la fois puissante et fragile, la connaissance, arme destinée, comme nous le verrons plus loin, à la re-création en quelque façon des conditions perdues d'une immédiateté du milieu à l'homme.

Ce processus d'évolution de la condition de l'homme fut celui d'une démocratisation progressive de la vie et de la société. Le premier élément de ce processus consiste dans la libération juridique et politique de l'homme du statut — libération qui a permis le dégagement de l'individu. Le première représentation de l'individu, ce fut la figure du bourgeois des villes des quinzième et seizième siècles, cet homme qui se définissait comme libre, indépendant et éclairé, et qui cherchait à intégrer toute sa conception de lui-même et de la vie par l'incorporation du nouvel humanisme de la renaissance. Plus tard, entre 1820 et 1850, l'individu se présente sous les traits de deux autres figures, celles de l'entrepreneur industriel et du prolétariat ouvrier, toutes deux produites par la première révolution industrielle. La première figure, dominante et triomphante, fut célébrée par les économistes libéraux après Adam Smith; la seconde, opprimée et rivée à son travail, comme le serf, sans pourtant pouvoir comme celui-ci se définir ni se "retrouver" par son travail, le prolétariat, trouva son principal portraitiste en Karl Marx. Bourgeois de la renaissance, entrepreneur industriel du dix-neuvième siècle, prolétaire — trois figures de l'individu qui différaient entre elles et qui pourtant avaient été produites par le même milieu. Suit un siècle de non-conformisme, de mouvements de protestations, de conflits idéologiques ayant pour symboles l'une ou l'autre de ces figures, siècle fameux tant par ses associations fraternelles que pour ses guerres et ses révolutions. Un siècle, au cours duquel se transposera sur les figures originelles une ombre gigantesque que David Riesman a appelée "The Lonely Crowd", devenue cet automate que William H. Whyte Jr. a dépeint sous les traits de "the Organization Man", dirigée comme dans un jeu de marionnettes par ce que Mill a appelé "The Power Elite".

A notre époque où les conflits idéologiques se présentent moins sous la forme de luttes de classes, c'est-à-dire en termes des situations différentes des individus au sein de la stratification sociale d'une société donnée, que sous la forme d'une lutte de puissance entre deux blocs d'Etats tendant à la domination politique du monde, il semblerait qu'il n'y a plus de place pour les mouvements de protestation donc pour les idées originales. Comme le répètent en succession monotone, psychologues et sociologues, la personne ne trouve pas sa représentation symbolique dans l'individualité, mais dans le collectif, un collectif synchronisé et conformisé. L'individualisme constitue le premier élément du processus moderne de démocratisation. La collectivisation de la vie, avec tout ce que cela comporte, en est un deuxième élément.

C'est ici qu'il faudrait considérer le rôle de l'information dans cette évolution. En même temps que l'individu se dégageait comme catégorie sociale, s'affirmait aussi son droit à l'instruction. D'abord privilège du bourgeois, puis des classes moyennes, l'instruction fut progressivement étendue à toutes les classes sociales. L'extension de l'instruction élémentaire gratuite et obligatoire a virtuellement effacé l'analphabétisme parmi nos sociétés. Une foule d'associations, professionnelles ou culturelles, se sont développées depuis surtout le dernier tiers du XIXième siècle qui, sous une forme ou sous une autre, prolongent l'instruction scolaire. Enfin, depuis 1920 surtout, se sont créés des organismes spécifiques d'éducation des adultes. Pour comprendre la portée virtuelle de ce processus éducationnel, il faut faire intervenir la conjonction de deux facteurs : d'une part, l'extension progressive des loisirs; d'autre part, le développement rapide des moyens de communication des idées. Pour donner ici une indication non seulement de l'existence de nombreuses heures de loisirs, mais encore du besoin que ressentent les individus d'employer ces vides de temps non consacrés ni au sommeil, ni aux repas, ni au travail ou à l'amour, disons que d'après une enquête conduite par Lazersfeld, les Nord-Américains passeraient en moyenne de trois à quatre heures par jour à regarder la télévision; en outre, ils sont anxieux de devenir membres de divers clubs sociaux ou associations; ils lisent quotidiennement un ou plusieurs journaux, vont au ciné-

ma, consacrent leurs fins de semaine et leurs vacances annuelles à des excursions, voyages touristiques, assistent à des événements sportifs, etc... bref, d'une façon ou d'une autre, pour prendre une vue optimiste du processus en cours, ils consacrent plus de temps à s'instruire et à se cultiver que leurs pères.

Il peut paraître gênant de mettre l'un en face de l'autre l'individu "collectivisé" décrit tout à l'heure et l'individu libre de son temps que nous venons de considérer. Et pourtant, ils constituent bien deux faces différentes d'un seul et même individu. Ainsi donc, l'instruction, sous ses diverses formes, constituerait plutôt qu'un facteur de dégagement des facultés critiques et du jugement, un outil puissant de synchronisation et de nivellement de l'individu. Pour jauger la validité de cette hypothèse, il suffirait de considérer les idées que secrètent et véhiculent les moyens d'expression des opinions publiques de même que les associations et la façon dont les individus s'incorporent ces idées. Les enquêtes psychologiques et sociologiques ont surtout porté sur les processus de dégagement des opinions publiques. Nous ne connaissons que très peu de choses des processus d'intégration des opinions publiques par l'individu; jusqu'à quel point l'opinion dite privée n'est-elle pas un simple reflet des opinions publiques? De même, dans quelle mesure les associations auxquelles l'individu peut faire partie ne sont-elles pas plutôt des centres de relais des grandes idéologies collectives que des cercles authentiques de discussion? En d'autres termes, dans quelle mesure les grands moyens et sources d'information qui sont accessibles à l'individu ne tendent-ils pas à son abêtissement plutôt qu'à son développement intellectuel et humain? L'homme moderne s'est reposé sur l'affirmation que science était puissance. (Science is power). Notre époque témoigne de la vérité de cette affirmation. Sur le plan technique et sur le plan de l'organisation collective, cela ne fait pas de doute. Sur le plan humain, sur le plan de l'esprit, l'homme a plus de connaissances. Mais, s'il est vrai, comme l'a écrit Max Lerner, que les idées sont des armes, on peut se demander si ces armes sont restées sous la maîtrise de l'homme ou si ce n'est pas plutôt l'homme qui se trouve placé sous leur domination. Ainsi on comprendrait que tout en étant plus instruit et plus renseigné, l'homme contemporain ressent ce "vague à l'âme" qui résulte d'un profond vide intérieur et qu'il ne trouve pas le moyen de donner un sens à la vie ni au monde qui l'entoure.

— II —

## FONCTIONS DE L'ÉDUCATION DES ADULTES

L'éducation des adultes, entendue dans son sens strict, a justement et en toute conscience été entreprise pour répondre à certains besoins, que, dans une époque comme la nôtre, l'instruction formelle et l'apprentissage technique ne peuvent satisfaire. Pour dégager quels sont ces besoins, il suffit de rappeler le caractère formel de l'instruction scolaire qui trouve son prototype dans la culture humaniste et le caractère partiel et immédiatement utilitaire de l'apprentissage technique. De plus, si l'instruction scolaire est virtuellement accessible à tous, il n'en va pas de même de l'apprentissage technique qui d'ailleurs est le plus souvent devenu, dans nos sociétés industrielles, une adaptation de quelques jours, tout au plus de quelques mois, à une simple routine automatique et dangereusement provisoire.

L'éducation des adultes aurait justement comme objectif de fournir à l'homme ce qui lui manque sur le plan de l'esprit, c'est-à-dire à la fois les connaissances qui lui permettront de se comprendre dans le monde où il vit et le sens du geste qu'il accomplit quotidiennement dans son travail — travail qui n'est qu'un acte partiel dans la série des actes qui font mouvoir la machine industrielle. Mais outre que l'éducation des adultes porte les signes d'imparfaite maturation de toutes les professions nouvelles, elle reflète à un haut degré la crise actuelle qui s'étend à tous les secteurs de l'éducation. Ainsi, comme on peut le voir facilement par la simple lecture des revues "Food for Thought" et "Adult Education", beaucoup d'efforts ont été consacrés, dans les dernières années, à la re-pensée des fonctions que doit accomplir l'éducation des adultes. Au sein des divers mouvements qui se préoccupent de l'éducation des adultes, ce même processus de ré-évaluation s'opère. Si je me propose à mon tour de reprendre ces questions, c'est cependant avec l'espoir que mes réflexions déboucheront vers un peu plus de lumière.

Trois points, il y a vingt ans encore disputés, sont présentement acquis: l'homme, même adulte, est éducable; la simple connaissance ne suffit pas à elle seule à satisfaire les besoins de l'homme; si les conditions ne permettent pas à l'homme de vivre en conformité avec l'enseignement qui lui est donné, cet enseignement glissera dans son esprit comme la boue sous les chaussures. Certes, il existe aujourd'hui un besoin généralement ressenti d'un prolongement à l'âge adulte de l'instruction scolaire dans les domaines les plus divers de la connaissance. Cours post-scolaires, programmes radiotélévisés, films, et ainsi de suite voulant satisfaire à ce besoin. Dans l'éducation des adultes, ce n'est certes pas le comment de la connaissance qui pose un problème mais bien plutôt le pourquoi.

La fonction essentielle que doit remplir l'éducation des adultes se dérive de l'hypothèse que j'ai énoncée plus haut sur la fonction de la connaissance dans la société moderne. La connaissance, ai-je mentionné, a pour fonction de rétablir en quelque façon, les conditions de l'immédiateté du monde à l'homme, dans une société où l'immédiateté naturelle et spontanée n'existe pas. Exprimé en langage sociologique, l'objectif de l'éducation des adultes est l'adaptation de l'homme aux structures et des structures à l'homme. L'éducation doit tendre non seulement à rendre l'homme satisfait de lui-même et de la place qu'il occupe mais aussi à le rendre apte à comprendre quelque chose de l'univers complexe qui est le sien et à porter un jugement sur lui afin, par l'action concertée, de le transformer. C'est là l'essentiel de l'idéal démocratique que le citoyen soit considéré comme non seulement apte à élire ceux qui gouverneront en son nom mais aussi capable de les tenir sous son contrôle. Lorsqu'on parle d'humanisme moderne (par contraste à l'humanisme classique), on vise un état où l'homme soit réintégré, c'est-à-dire un état où la complexité de l'existence et de la société soient vécues par une conscience comme une totalité continue, et où il se soit réapproprié, c'est-à-dire un état où la multitude des objets (y compris les connaissances) qu'il possède ou utilise, ne soient pas seulement pour lui un avoir qu'il irait jusqu'à préférer à l'être, mais en quelque sorte le prolongement et l'auxiliaire de son être.

Rien n'est plus différent de cet objectif éducationnel que la visée traditionnelle qui fait de l'éducation un processus vers une culture générale, c'est-à-dire vers l'acquisition de connaissances formelles sans souci de découvrir le rapport que ces connaissances entretiennent avec l'expérience vécue. Dans un article publié dans la revue "Adult Education" (jan. 1953, p. 56), John W. Herring a parfaitement établi le non-sens que constituerait la séparation dans les objectifs d'éducation des adultes, de l'enseignement des valeurs et des normes d'avec les programmes et la visée d'action. Herring, dans ce même article, propose comme substitut de la méthode traditionnelle en éducation, ce qu'il appelle le point de vue fonctionaliste (funtional approach). Par point de vue fonctionaliste, il entend une pédagogie qui assume, en les intégrant comme autant d'éléments d'un même processus, l'instruction, le programme et l'action. Il donne comme exemple d'une telle méthode le mouvement d'Antigonish. On pourrait aussi mentionner le *Granger Movement* aux Etats-Unis.

Je retiendrai ici le point de vue fonctionaliste en éducation des adultes mais en insistant cependant sur le fait qu'il faut éviter de prendre le terme "fonctionnel" dans le sens étroit du "vocational". Selon le point de vue fonctionaliste élargi que je conçois, il s'agit avant tout de re-valoriser l'expérience vécue en agissant sur les hommes en vue de les conduire eux-mêmes à agir sur la situation.

Il ne s'agit pas uniquement du souci de proposer des leçons morales comme on le fait parfois lorsqu'on part d'expériences et de situations hypothétiques comme dans les histoires visuelles et verbales contenues dans les sketches, films et autres programmes dits éducationnels. L'instruction, en particulier, lorsqu'elle est destinée à des adultes, doit idéalement se faire en fonction d'une action déjà faite ou à accomplir, c'est-à-dire, se greffer sur une expérience ou un projet. Ainsi se résout facilement le fameux dilemme: vaut-il mieux enseigner un peu de tout ou beaucoup de peu. Dans un âge où même celui qui se consacrerait exclusivement à l'acquisition des connaissances ne pourrait espérer acquérir qu'une fraction de l'ensemble des sciences ou même qu'une partie d'une seule science, il serait illusoire de s'enfermer dans un tel dilemme. Il faut faire en sorte que l'individu puisse trouver dans la sphère limitée où il évolue de quoi satisfaire ses besoins physiques et spirituels. Les possibilités de l'individu d'apprendre étant aussi étroitement limitées qu'elles sont réelles, il s'agit de faire en sorte que ce qu'il apprend lui permette de comprendre le sens de sa vie, d'agir sur sa situation, et de temps en temps, de transcender la routine quotidienne. Herring, avec beaucoup d'autres, note en effet que les activités éducationnelles qui obtiennent les meilleurs résultats aux Etats-Unis ne sont pas les cours du soir à des publics hétéroclites ou des programmes radio-télédiffusés pour des publics hypothétiques et massifs, mais bien celles qui sont préparées sous les auspices de mouvements comme la *League of Women Voters,* la *Workers' Educational Association,* les *Seminars* organisés par le *Committee for Economic Development,* les *Agricultural Extension Programs,* et ainsi de suite.

En plus de revaloriser l'expérience, par la méthode fonctionaliste, on parviendra à centrer une tâche éducationnelle donnée autour d'un objectif concret et précis qui rendra possible une certaine cohérence et continuité dans le processus pédagogique. Lorsqu'on vise dans l'éducation des objectifs plus ou moins cohérents les uns avec les autres, lorsqu'on fournit des informations selon un mode encyclopédique ou qu'on fait expérimenter en même temps ou successivement des apprentissage disparates, il est à craindre qu'il n'en résulte qu'euphorie d'un jour et frustration d'une vie.

Enfin, dans une entreprise éducationnelle donnée, en particulier lorsque cette entreprise

prend la forme de programmes radio-télédiffusés, de cours ou de sessions temporaires à des auditoires hétérogènes, il faut être pleinement conscient des valeurs et des informations que l'on désire communiquer. La méthode fonctionaliste en éducation des adultes se soucie d'abord et avant tout de greffer ces valeurs et ces informations non seulement à des attitudes et des conduites vécues mais aussi à des besoins latents, des aspirations et des rêves exprimés par les participants. Elle se soucie en même temps de proposer des programmes susceptibles de déboucher sur le plan de l'action.

Il est une autre question qu'une étude des fonctions et des buts de l'éducation des adultes doit poser: dans le contexte actuel de nos sociétés, à qui servent, en dernière analyse, les connaissances que les individus acquièrent au cours des divers programmes éducationnels auxquels ils participent ? Poser une telle question, c'est là poser le grand problème des fonctions que remplissent les opinions publiques dans nos sociétés où s'expriment à la fois l'inspiration capitaliste et l'aspiration démocratique. Aux Etats-Unis, le concept de base qui paraît présider à tous les programmes d'éducation des adultes est celui d'*adjustment*, entendant par là l'adaptation des individus aux structures existantes. En d'autres termes, ce qu'on appelle éducation des adultes ne serait en définitive qu'une propagande insidieuse, un "effet compensateur" recherché afin d'assurer la perpétuation du *status quo*. Ainsi perd-on de vue l'aspect peut-être le plus important de l'humanisme éducationnel que j'exposais tout à l'heure, c'est-à-dire l'action consciente et concertée de l'homme sur les structures.

Enfin, le problème de l'éducation des adultes débouche obligatoirement sur celui de l'éducateur lui-même. Comme tous les éducateurs, les éducateurs d'adultes cherchent leur voie. Jeune, composée d'une conglomération hétérogène de bonnes intentions devant parfois composer avec des compétences douteuses et au surplus à demi-engagées auxquelles sont confiées les techniques d'influence les plus délicates dont, à la façon de l'apprenti-sorcier, elles ne connaissent pas toujours la puissance virtuelle, soumise en outre à de multiples pressions de la part des puissances organisées, la profession d'éducateur d'adultes se voit cependant confier une des tâches les plus urgentes de l'heure.

Je suis conscient du fait que je n'ai soulevé ici que certaines idées élémentaires. J'ai omis de mentionner plusieurs problèmes qui préoccupent l'éducateur d'adultes, en particulier celui de l'utilisation des techniques d'influences. Je n'ai pas non plus discuté le danger qui menace l'éducateur de n'être qu'un agent de transmission des grandes idéologies massives du jour au lieu d'être le créateur et le vulgarisateur de valeurs authentiques. Néanmoins, en dépit de toutes ces faiblesses et de ces omissions, j'espère, en plus d'avoir indiqué, dans son contour général, la conception humaniste qui pourrait présider à l'élaboration d'une philosophie de l'éducation des adultes, avoir conduit le lecteur sur la voie d'une plus grande compréhension des difficultés inhérentes à la tâche de ceux dont c'est le métier d'éduquer les hommes.

## CONCLUSION

On a dit, non sans raison, que l'année 1961 passera dans l'histoire québécoise comme l'année de l'éducation. Le ministère de la jeunesse a été complètement réorganisé; un programme éducationnel d'envergure a été mis en oeuvre à la fin de la dernière session; une enquête générale sur l'éducation académique est en cours; nos universités, collèges et écoles respirent mieux qu'autrefois en dépit de certaines confusions et inquiétudes que la mise en application de politiques si élaborées ne peuvent manquer de produire. Tout cela est bien. Je m'étonne cependant qu'on témoigne d'une telle indifférence envers le problème si crucial, si épineux et si délicat de l'éducation des adultes.

Envisager ce problème seulement sous l'angle de l'incidence de l'instruction sur le taux du chômage, c'est témoigner d'une légèreté d'esprit et d'un manque de sagacité impardonnables. Tant mieux si un jeune chômeur trouve du travail parce qu'il a fait sa huitième année et qu'il a reçu quelques semaines ou quelques mois d'apprentissage accéléré, et ainsi de suite. Mais, outre que pareille heureuse issue comme je l'ai montré dans l'introduction, ne se produira que si certaines conditions bien précises sont présentes, est-ce bien là tout ce qu'il importe de dire sur la nécessité de promouvoir l'éducation des adultes ? Est-ce que nous pouvons rester indifférents devant l'apathie, la profonde ignorance des masses, leur incroyable crédulité à tout ce que les démagogues et les manipulateurs des moyens de communications disent et écrivent, et tout le reste quand on sait que la survivance de ce qui nous reste des valeurs humanistes de l'Occident et de l'idéal démocratique dépend de l'état intellectuel et moral de ces masses elles-mêmes ?

Je me rends compte que ceux qui ont récemment soulevé le problème de l'éducation des adules, des jeunes adultes surtout, visent surtout à résorber le mal du chômage. Dans l'introduction, au sujet de l'interprétation qu'ils donnent à la corrélation statistique qui existe entre le taux du chômage et le niveau d'instruction, j'ai soulevé une objection qu'il sera difficile de réfuter. Mais qu'on ne me fasse pas dire pour autant que je suis contre l'instruction ou contre l'exper-

tise! Je suis simplement d'avis qu'il faut faire reposer la nécessité de l'instruction sur des motifs plus profonds et moins pragmatiques. L'éducation est la plus grande "richesse"[6] que l'homme puisse posséder. Certes, elle est susceptible de constituer, en certains cas, un précieux outil pour le travailleur lorsqu'il se présente sur le marché du travail. Mais elle doit représenter avant tout pour l'homme, le moyen de développer chez lui une individualité harmonieuse et autonome, intégrée et capable de se définir et de se retrouver dans l'univers complexe qui l'entoure. C'est cet aspect fondamental que, pour ma part, je voulais mettre en relief au moment même où plusieurs se penchent sur le problème de l'éducation chez nous.

Et cet aspect fondamental, il serait désastreux qu'on le place entre parenthèses lorsqu'il s'agit de planifier les structures et les programmes éducationnels qui décideront de l'avenir des hommes de notre société. Ici comme ailleurs, nous ne partons pas de rien. Nous avons dans nos universités des centres d'éducation populaire qui existent depuis plusieurs années; au sein d'un grand nombre d'organismes et d'associations existent des centres d'éducation; nos *mass media* (journaux, films, magazines, revues, notre radio-télédiffusion elle-même) manifestent un sens réel de leurs responsabilités vis-à-vis de l'éducation. Ces institutions nombreuses et variées, il s'agit de les valoriser et pour l'Etat, de même que pour les entreprises privées, de trouver les meilleurs moyens de soutenir et d'encourager leurs efforts. Concomitamment à la présente enquête sur les problèmes de l'éducation académique à tous ses niveaux, une seconde enquête s'impose qui se consacrerait à l'étude des problèmes de l'éducation des adultes. Autrement, ce que nous gagnerons d'une main nous le perdrons de l'autre.



[6] J'emploie le mot intentionnellement. Récemment le gouvernement a en effet lancé le *leitmotiv* suivant : "Qui s'instruit s'enrichit." Je veux bien donner à ce mot d'ordre la moins dramatique des interprétations possibles. Je me permettrai cependant d'indiquer que c'était précisément là une des formules préférées d'Andrew Carnegie qui, lui, ne laissait planer aucune ambiguïté quant au sens qu'il donnait au verbe "enrichir".

# Évêché de Chicoutimi

Le 5 décembre 1961.

Dans un article de Cité Libre, édition de décembre 1961, intitulé: "Des sorciers qui écrasent", Monsieur J.-Claude Paquet écrit:

"Anatole France a dit: "Le mépris de l'inférieur est un grand principe et le fondement de la hiérarchie." Le Frère Untel a parlé, lui, dans ses lettres, d'autorité qui écrase et de christianisme qui n'écrase pas. Comme ça, on sait qui est responsable de leur déportation. (Mgr Paré, évêque de Chicoutimi, me comprend-il?) Car je dois le dire, je soupçonne au moins une grande influence du clergé, sur l'ignoble décision qu'ont prise les autorités de la communauté mariste".

L'Evêque de Chicoutimi comprend très bien. Il comprend surtout que l'auteur traite un sujet qu'il connaît fort imparfaitement et dans une optique qui n'est pas la bonne, qui ne doit même pas être celle de ceux qu'il veut défendre. Il échafaude sur des données irréelles des raisonnements qu'il charge de dynamite. Ce jeu est rarement bienfaisant. La jeunesse qui croit en Dieu et a l'esprit du Christ aspire à améliorer, à développer, à construire pour le bien de tous et de chacun. Celle qui prend ses maîtres chez ceux qui ne croient pas et n'ont pas l'Esprit du Christ se remue pour abattre. Le vrai bien seul honore les personnes et la vie.

Quoi qu'il en soit, si Monsieur Claude Paquet réclame justice pour des victimes, il aura sans aucun doute assez de magnanimité pour l'accorder à celles qu'il veut faire.

† Marius Paré,
Evêque de Chicoutimi.

# L'enseignement des sciences au Canada français

Geneviève Delmas

EN fouillant dans mes souvenirs je retrouve que mon impression dominante en arrivant au Canada fut d'émerveillement devant tout ce qui m'entourait, en particulier, ces maisons claires, chaudes, et dotées de toutes ces précieuses machines dont on rêve en France. A l'occasion de la visite des étudiants dans la ville pour le prêt d'honneur de la Saint-Jean-Baptiste, j'ai noté que ce n'était pas un privilège d'un petit nombre mais que chaque famille ouvrière disposait d'un confort enviable pour un européen. Ces applications multiples de la machine dans la vie quotidienne m'ont laissée supposer naïvement que le Canada était un pays très développé sur le plan scientifique. A mon arrivée à l'Université de Montréal, j'étais donc très surprise du petit nombre d'étudiants en sciences par rapport aux étudiants des autres disciplines. Sans doute cette tendance se manifeste dans les autres universités du Canada — les étudiants en sciences représentent 12 pour cent des étudiants canadiens mais 22 pour cent des étudiants anglais et 27 pour cent des étudiants français [1] mais dans des proportions moins alarmantes. Puisque cet article est destiné à une revue de langue française, je comparerai les effectifs de l'université Laval et de l'université de Montréal à ceux de l'ensemble du pays [2]. En chimie par exemple, ces universités ont décerné ces deux dernières années 14 et 15 diplômes de Baccalauréat Scientifique spécialisé [3] sur 193 et 250 dans l'ensemble du Canada, soit environ 7 pour cent et 8 doctorats sur 122 et 131 soit environ 6 pour cent. Les pourcentages en physique, mathématiques ou biologie seraient du même ordre. Ces étudiants qui représentent les cinq millions de Canadiens français, vont dans les années à venir, assurer dans la mesure de leur nombre la représentation du Canada français dans l'ensemble des activités du pays demandant un certain niveau de connaissances scientifiques. D'ailleurs dans l'avenir, plus encore que dans le passé, les postes de direction seront tenus par des hommes munis d'une formation de scientifique ou d'ingénieur. La contribution importante et originale des Canadiens français à la vie culturelle du pays témoigne que ces chiffres : représentation scientifique 7 pour cent, représentation démographique 30 pour cent — ne reflètent en rien le niveau soit économique soit culturel de la province. Ils sont simplement révélateurs de l'intérêt et de la considération qu'on y apporte, ou y apportait, à la culture scientifique. Je vais tenter d'expliquer cette situation d'abord pour le Canada en général ensuite pour le Canada français.

1 Faits et Chiffres Statistiques internationales. UNESCO. 1960.

2 Je n'ai pas tenu compte de l'université d'Ottawa dont l'enseignement est donné en anglais; ni de l'université de Sherbrooke qui ne donne pas un cours scientifique complet.

3 Baccalauréat Scientifique abrégé par la suite par B.Sc.

## LES CANADIENS SONT-ILS TROP OPTIMISTES A PROPOS DE LEUR PAYS?

Les Canadiens français partagent avec les autres canadiens une foi inébranlable en la vitalité économique et scientifique de leur pays. Ils ne voient aucune urgence à une formation scientifique pour les deux raisons suivantes : elle n'est pas un facteur déterminant du niveau de vie, car l'extraction et la vente à l'étranger des matières premières du sous-sol canadien qui assure l'augmentation du niveau de vie n'exige pas une formation scientifique très poussée et les réalisations techniques (souvent d'inspiration américaine) le trompent sur le niveau réel de culture scientifique dans le pays. Peu disposé à s'inquiéter si cette source naturelle de richesse est gérée de façon intelligente et prévoyante, le citoyen canadien baigne dans l'euphorisme. Cependant le récent congrès "Ressources pour demain" s'est fait l'écho d'opinions alarmées de spécialistes. Le professeur Wilson de l'université de Toronto dit que "cette conférence aura atteint son objectif si elle révèle que nous avons manqué d'initiative, d'énergie et d'intelligence dans l'utilisation de nos ressources naturelles [1]. Le professeur K. F. Hare de McGill veut ébranler les Canadiens dans leur conviction que la croissance économique d'un pays est irrévocablement liée au développement des ressources naturelles : "la poussée économique à laquelle nous assistons dans la plupart des pays du Marché Commun beaucoup plus pauvres que nous en ressources naturelles est due au développement de cette matière de base qui n'y fait pas défaut : les capacités humaines". Il est bien évident qu'un développement ultérieur de l'économie canadienne en particulier des industries secondaires ne se fera que si la formation scientifique et technique prend une place prépondérante dans l'avenir.

1 D'après le *Montreal Star*, mardi 24 oct. 61.

## UNE CULTURE TOTALEMENT NON SCIENTIFIQUE EST-ELLE UN HUMANISME?

Si les Canadiens en général n'ont pas un enthousiasme excessif vis-à-vis des sciences, les Canadiens français manifestent parfois une sourde hostilité à l'égard d'une culture scientifique en contraste avec une grande indulgence en ce qui concerne la culture littéraire. Sans doute à la fin du siècle dernier on associait entre eux les termes scientifiques, laïque et athée, et l'on a arraché l'ivraie avant la moisson malgré les conseils évangéliques. Je ne développerai pas ce point mais je renvoie le lecteur à un article de M. Labarrière-Paulé [5]. Le danger de l'athéisme écarté, les éducateurs ont vu dans la science une menace aux valeurs d'humanisme. Ils ont protégé dans leurs établissements la formation classique seule école traditionnelle d'humanisme. L'orientation ultérieure de certains étudiants vers les sciences comportait peu de risques car on les avait munis au préalable d'une formation inexpugnable dans les disciplines traditionnelles. Ce système éducatif révèle une incompréhension de ce qu'est une véritable formation scientifique. Je voudrais donc exposer les éléments d'humanisme attachés à la culture scientifique mais avant, montrer, qu'à notre époque, un enseignement qui aboutit à une culture dénuée de tout esprit scientifique n'a pas formé un humaniste.

Si on admet que toute culture a une profondeur temporelle, on ne peut définir une fois pour toutes les canons d'une culture, encore moins les canons de la culture qui va trouver un enracinement historique. Rester à notre époque étranger à la science c'est-à-dire à la culture de ce temps, c'est se soustraire à sa propre histoire et réduire ses possibilités de communication. On peut répondre que l'enseignement de la philosophie et de la philosophie des sciences en particulier, permet de communiquer aux étudiants l'essentiel de ce que donnerait une bonne formation scientifique. Je reconnais évidemment que la philosophie des sciences est une bonne école pour le scientifique car elle l'invite à prendre du recul par rapport à son travail et à réfléchir en dehors de sa spécialité; mais présentée comme elle est par des professeurs de philosophie à des étudiants dont le bagage scientifique n'est pas suffisant pour avoir laissé des traces ailleurs que dans la mémoire, je me demande si elle touche vraiment l'intelligence de l'étudiant et si elle complète sa formation scientifique.

---

5 *Le Magazine MacLean*, juil. '61.

De plus, toute culture est participation et participer à une culture ce n'est pas veiller sur un trésor silencieux ni contempler de loin ce que d'autres ont fait ou sont en train de faire en s'accordant toute liberté de jugement d'après un code ancien dans lequel les unités de mesure qui caractérisent la nouvelle dimension apparue n'existent pas. Former des êtres cultivés ce n'est pas se réduire au rôle de chaînon distributeur de valeurs que les siècles ont dûment étalonnées mais quelquefois trahies. (N'a-t-on pas tellement emmitouflé de philosophie le message scientifique des Grecs que ce sont les scientifiques qui doivent le retrouver?). Au contraire, c'est les préparer à un enfoncement risqué dans l'activité du monde actuel, à un attelage à différentes étapes avec ceux qui contribuent à l'élaborer.

## ASPECTS POSITIFS D'UNE CULTURE SCIENTIFIQUE

Aux lauréats du concours général de 1895, Bergson rappelait : "l'éducation classique pourra changer d'objet particulier, elle conservera la même fin qui est de soustraire notre pensée à l'automatisme des mots, de la dégager des formes et des formules afin de rétablir en elle la libre circulation de la vie." Dans cette optique, quelle est la plus classique des éducations — cette donnée par le professeur de lettres pures qui sait pertinemment que les difficultés de la traduction masquent dans l'esprit de la majorité la signification du texte et qu'après le collège peu ou pas d'élèves liront dans le texte — ou celle donnée par le professeur de science qui peut présenter un exemple vivant d'opération logique de l'esprit en reconstruisant notamment les différentes étapes expérimentales et théoriques de l'élaboration d'une théorie. Le professeur de sciences sait que ses étudiants rencontreront bien souvent à la sortie de l'école la matière qu'il a enseignée et qu'ils seront curieux ou résignés suivant la qualité de l'initiation qu'ils auront reçue. A mon avis, le principal objectif de l'éducateur est de dégager la curiosité innée de l'enfant vis-à-vis du monde qui l'entoure, de lui apprendre à participer à la joie de découvrir, en un mot de l'aider à sortir de l'animalité passive du regard que rien n'étonne. Donner une formation scientifique c'est savoir accrocher cette curiosité extensive, avide de pittoresque, pour la canaliser, par une abstraction progressive à laquelle la nature résiste, vers une branche définie des sciences où se fixera l'imagination et le besoin de création. C'est aussi donner un élément de rigueur à celui qui ne fera pas carrière dans les sciences et le débarrasser de cette terreur qu'ont générale-

ment les littéraires pour tout ce qui ressemble aux sciences exactes. Il pourra alors sans complexe et avec profit, se documenter tout au cours de sa vie, sur les progrès de la science dans le domaine fondamental ou technique.

Un enseignement scientifique aura le privilège de détruire le mythe de la science toute-puissante, mythe solidement ancré sinon avoué même chez les esprits cultivés. Si l'homme de la rue savait que le scientifique ne peut rien et ne pourra jamais rien contre les éléments rendus radio-actifs par l'homme et dispersés par lui dans l'atmosphère, rien non plus contre le génicide animal et la mise à sac des richesses naturelles, ne serait-il pas plus responsable? La formation scientifique, parce qu'elle n'a pas l'homme pour centre premier d'intérêt sensibilisé à l'unité de la création.

A ceux qui trouveraient la science trop matérialiste et pratique, on laissera répondre les chercheurs. Ceux-ci vous diront que comme l'historien ou l'ethnologue c'est le désir de résoudre une énigme, de saisir ce qui se dérobe, ou d'avoir une vue d'ensemble qui est le mobile qui anime leur travail. Le scientifique est certainement très heureux des applications que d'autres pourront faire de ses découvertes car elles le font accepter par la société, mais ce n'est pas la perspective de l'utilisation pratique de son travail qui lui procure de la satisfaction. Beaucoup de scientifiques souscriraient à cette opinion d'un couple de biologistes qui, travaillant de longues heures au laboratoire, n'auraient accepté en aucune façon d'être considérés comme des héros sacrifiant leur temps libre au bien commun, mais auraient voulu eux-mêmes remercier la société qui leur donnait les moyens de se consacrer à ce qui les passionnait d'épanouir par là leur personnalité. La recherche peut apporter des satisfactions de cet ordre à un grand nombre de personnes car elle englobe des sujets susceptibles d'attirer des goûts très divers et à l'intérieur de chacun une gamme étalée de niveaux d'abstraction. Certains esprits peuvent être rebutés par le caractère extrêmement particulier de la recherche poursuivie par un scientifique et je crois que lui-même entre deux parties d'échecs c'est-à-dire deux séries d'expériences ou deux problèmes théoriques peut se poser la question: à quoi bon? J'imagine qu'il croit consciemment ou non, à l'unité de la science et que cette contribution infime qu'il a apportée se scellera à d'autres dans l'avenir. Peut-être certains scientifiques sont encouragés dans leur travail parce qu'ils prennent à leur actif dans un sens très large comme on le ferait à l'égard du passé illustre de son pays les apports des sciences pures ou appliquées à la philosophie, la morale ou l'économie ou la libération des servitudes de la vie quotidienne. Je voudrais conclure ce plaidoyer pour enseignement scientifique en disant que par la fraction des étudiants qui se consacreront à la recherche, au moins c'est assurer un maximum de chance de satisfaction dans le travail.

## URGENCE D'UN CHANGEMENT RADICAL DANS L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES AU NIVEAU SECONDAIRE

Il ne saurait nullement être question de balayer des programmes les cours de lettres et de les remplacer par des cours scientifiques. On souhaiterait seulement que la compétition qui se fait au niveau secondaire se fasse à armes égales. Si le niveau des professeurs de sciences atteint celui des autres professeurs les promotions qui arrivent à l'université augmenteront vite[6]. Le manque de compétence, d'enthousiasme serait réparable s'il ne faisait que retarder de quelques années la formation scientifique de l'élève mais dans la majorité des cas son influence est définitive car il a éloigné des sciences des jeunes qui y auraient trouvé un milieu d'épanouissement.

Ces remarques sont partagées, avec des nuances peut-être, par les scientifiques canadiens de l'université. Le développement vraiment extraordinaire de certains départements de sciences fait preuve du dynamisme des responsables. Il existe d'autres signes non trompeurs de l'intérêt que soulève hors les milieux académiques de l'université, le développement de l'instruction scientifique[7]. Il semble qu'il faille surtout alerter les éducateurs du niveau secondaire sans la coopération desquels les efforts faits à l'université n'auront qu'un succès limité. Qu'on n'accepte plus par exemple pour enseigner dans le secondaire des étudiants qui ont échoué aux examens des premières années du BSc., ni même à la fin[8]. Il n'est pas heureux qu'on laisse croire aux étudiants qu'un BSc.

---

6 Un collège de filles de Montréal dont les professeurs de sciences ont un BSc. fournit la majorité des étudiantes en sciences à l'université ou d'ailleurs, elles réussissent très bien. On attend que les autres collèges adoptent la même politique.

7 Par exemple les émissions scientifiques de Fernand Seguin, ou encore l'essor de certaines écoles techniques.

8 Le BSc. est au contraire obligatoire pour enseigner dans une "high school".

général est bien suffisant pour faire carrière dans l'enseignement secondaire[9]. On revalorisera le professeur de secondaire, en augmentant son salaire peut-être mais aussi en exigeant une très haute valeur académique. C'est le cas en France où le professeur de lycée (nom des établissements d'enseignements secondaires qui existent à Paris et dans les quelque vingt villes académiques) est titulaire de l'aggrégation, concours que ne "décrochent" que les plus brillants des étudiants et très rarement du premier coup.

L'urgence d'un changement radical dans la Province de Québec est ressentie d'une manière plus aiguë par un étranger que par un Canadien qui peut se féliciter à juste titre de la distance parcourue depuis dix ans. Il faut rattraper un retard sur d'autres qui courent. En effet une vague de dynamisme a ébranlé les milieux enseignants de tous les pays du monde, avec une amplitude qui, sous la pression des gouvernements, augmente quand on atteint les facultés de sciences. Quelques exemples viennent à l'esprit entre bien d'autres: le gouvernement anglais a récemment créé un nombre imposant d'universités dans les régions jusque-là défavorisées; le petit nombre d'élèves permet un contact permanent des professeurs et des étudiants. En France l'IPES recrute des candidats à l'enseignement secondaire (pour les petites villes cette fois) à la fin de leur première année d'université et s'assure, par un concours, les meilleurs des étudiants. Ils reçoivent un salaire dès qu'ils sont acceptés et pendant la durée de leur études à condition de s'engager à enseigner pendant dix ans. J'ai lu récemment que des intellectuels africains se sont informés aux E.-U. des méthodes les plus modernes d'enseignement. Aidés d'un professeur américain qui sait faire découvrir l'algèbre moderne aux enfants de dix ans ils vont ouvrir la voie à un enseignement révolutionnaire qui, combiné au grand désir d'apprendre de la jeunesse de ces pays nouvellement indépendants risque bien de nous créer des surprises.

L'existence de deux communautés devrait être un stimulant pour une rénovation de l'enseignement dans la province: une oppression politique et même économique ne résiste pas longtemps à l'épanouissement culturel équilibré d'une minorité quand il est possible. Le développement scientifique en est à mon avis, dans la province de Québec, un facteur déterminant.

## DÉBOUCHÉS OFFERTS AUX SCIENTIFIQUES CANADIENS: EXPATRIATION FORCÉE D'UNE PARTIE DE L'ÉLITE CANADIENNE FRANÇAISE

Si l'on admet que les Canadiens français entendent être dorénavant mieux représentés dans les activités scientifiques de la province, on s'attendrait à ce qu'ils s'y installent à la fin de leurs études. Cependant les statistiques montrent qu'il y a plus de Ph.D. (docteur en science) canadiens aux E.-U. qu'au Canada. Si c'est regrettable pour un pays de former des scientifiques pour un autre, ce n'est pas généralement un grave problème pour un Canadien de langue anglaise. Au contraire un jeune scientifique Canadien français peut se trouver placer devant ce dilemme: rester dans la province avec une situation qui ne correspond pas à sa formation ou aller aux E.-U. ou dans une autre province et se perdre, lui ou ses enfants, comme Canadien français. Je vais parler de ce manque d'emplois pour les scientifiques.

Les débouchés naturels des diplômés des facultés scientifiques de l'université sont l'enseignement et la recherche. La recherche peut se faire dans les laboratoires de l'université, de l'industrie et du gouvernement. L'enseignement secondaire et aussi supérieur utilise des diplômés. Au Canada seulement 25 pour cent des bacheliers en science se dirigent vers l'enseignemen, proportion assez faible pour un pays qui a des écoles d'ingénieurs pour préparer des scientifiques pour l'industrie, la proportion doit être plus faible encore dans la province de Québec où l'enseignement secondaire n'en utilise pas beaucoup. Une partie des BSc. font dans l'industrie un travail de technicien de bon calibre catégorie professionnelle où il existe une réelle pénurie au Canada. Je ne détaillerai pas les possibilités d'emplois des scientifiques en recherche à l'université et dans les laboratoires du gouvernement, et d'enseignement à l'université qui n'ont rien de singulier au Canada. Je rappellerai simplement qu'après un maximum dans l'embauche en 1956, la croissance annuelle se tient autour de 5 pour cent. Cela correspondrait littéralement, d'après les chiffres que j'ai donné au début à une augmentation annuelle de 0.7 bachelier et 0.4 docteur (ou 2 bacheliers tous les trois ans et 1 docteur tous les deux ans) pour chacune de ces deux universités de langue française.

La situation est-elle plus brillante dans l'industrie? Son rythme d'expansion n'entraîne qu'environ 5 pour cent par an d'augmentation d'offres d'emplois. Il est aisé de comprendre

[9] Le BSc. général a l'avantage appréciable quand on est destiné à l'enseignement, de comprendre des matières plus variées que le BSc. spécialisé: mais ce titre ne permet pas de poursuivre des études graduées ce qui limite, un peu bas à mon avis, le niveau maximum de formation scientifique des futurs professeurs de sciences de l'enseignement secondaire.

pourquoi l'industrie canadienne, pourtant très dynamique, n'offre pas énormément de débouchés satisfaisant les aspirations à la recherche des maîtres et des docteurs en sciences. Les entreprises canadiennes ne peuvent se permettre devant le marché restreint que représente le Canada de détourner une partie importante de leurs bénéfices vers la recherche : leurs prix ne pourraient plus faire concurrence à ceux des industries américaines dont la productivité est meilleure et le marché plus large. Les compagnies américaines qui ont des succursales au Canada ont trouvé plus économique d'installer certains de leurs centres de recherche en Europe. En effet les salaires y sont relativement moins élevés, l'éventail du personnel qualifié est plus large et les gouvernements offrent des conditions fiscales plus intéressantes que ne l'a fait jusque là le gouvernement canadien. Il semble bien que les chances d'un développement spectaculaire des possibilités de recherches dans l'industrie sont assez réduites pour les années à venir. D'autre part les conditions d'un investissement important dans les industries secondaires qui ont rendu ou rendront possible l'industrialisation d'un pays dont l'industrie n'est pas développée — large marché intérieur ou main-d'oeuvre importante et économique qui rendent un marché extérieur compétitif — ne se retrouveront jamais au Canada. Une solution d'origine gouvernementale n'est pas à éliminer mais est presque impensable actuellement.

## UNE PROPOSITION: ORIENTER LES DIPLÔMÉS SCIENTIFIQUES VERS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Est-ce à dire que la situation est désespérée qu'il serait peut-être très souhaitable de former de plus en plus de scientifiques mais qu'il sera impossible de leur trouver une situation au Canada? On se rappelle pourtant qu'il existe un secteur qui a un très urgent besoin de scientifiques et c'est l'enseignement secondaire et l'on voit que la solution à ce double problème est toute trouvée : relever le niveau d'enseignement dans le secondaire en y envoyant les diplômés de l'université qui auraient peut-être eu des difficultés à trouver une place au Canada surtout dans les années à venir quand les promotions vont augmenter. J'irai même jusqu'à conseiller à ceux qui finissent leur doctorat de résister pour un temps à la tentation d'accepter une chaire à l'université, de la laisser temporairement à un étranger, et d'aller enseigner dans le secondaire où personne ne peut les remplacer. Ne serait-ce pas une manifestation constructive de nationalisme? Je n'ai pas la place ici de détailler les modalités de cette orientation mais il me semble que ce serait une question à discuter entre étudiants gradués par exemple.

## LE CANADA FRANÇAIS À LA RECHERCHE DE LUI-MÊME: INTENSIFICATION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, SCIENTIFIQUE EN PARTICULIER

Orienter les gradués vers l'enseignement secondaire ne reviendrait pas à reculer à plus tard le problème de l'embauche car ce ne serait que la première phase indispensable — création d'une base scientifique solide — d'un vaste programme de conversion de la Province de Québec à la recherche fondamentale Scientifique et humaine. Je suis persuadée que cette orientation vers la recherche conviendrait bien au génie propre des Canadiens français, serait économiquement et intellectuellement possible, et provoquerait un retournement dynamique de leur conscience nationale, retournement qui les débarrasserait à jamais d'un certain malaise chronique.

Expliquons pourquoi ce programme n'est pas utopique :

Au point de vue économique — il faut d'abord payer les gradués qui à tous les niveaux vont se diriger dans l'enseignement secondaire autant ou presque qu'ils pourraient obtenir ailleurs. Il ne semble pas qu'il y ait des difficultés insurmontables dans la province où les établissements scolaires ne manquent pas de fonds et où le gouvernement est disposé à procéder à tout prix à un relèvement du niveau du corps enseignant. L'augmentation du nombre de chercheurs à l'université serait financée par le gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Conseil National de Recherches, comme c'est le cas en ce moment. Il n'y a qu'à lire les déclarations du Dr Steacie, président du Conseil National de Recherche pour être certain quelle aide gouvernementale ne fera pas défaut. Par exemple : ... "J'aimerai que les cinq années qui viennent voient doubler le budget consacré aux universités"[10] ou encore "nous essayons de faire deux choses en même temps : supporter le chercheur déjà établi et encourager celui qui commence... D'ailleurs d'ici quelques années la recherche sera pleinement reconnue d'utilité publique même si c'est de la recherche fondamentale. On voit des signes avant-coureurs de ce changement de mentalité quand on parcourt les revues économiques et industrielles. L'industrie elle-même subventionnera des recherches à l'université car "à cause de l'enthousiasme et du système il y a beaucoup plus de travail qui se fait à l'université que partout ailleurs et ceci avec beaucoup moins d'argent" (Dr Steacie).

Sur le plan intellectuel la situation se présenterait ainsi : les jeunes diplômés des universi-

(*suite à la page suivante*)

[10] *Chemistry in Canada*, fév. '61, p. 37.

# Que chacun puisse dire ce qu'il croit

Jean-Marc DesRochers

ON SENT BIEN que la question religieuse teinte tous les problèmes et toutes les discussions, au Canada français. Mais il est rare qu'on l'aborde de front. Ainsi, il est souvent question, depuis quelque temps, de cléricalisme, mais ceux qui préconisent l'anticléricalisme le font en tant que catholiques et pour le bien de l'Eglise. Les autres se taisent. On peut compter sur les doigts de la main les hommes qui se sont dit publiquement agnostiques.

Il serait temps, enfin, que chacun puisse dire ce qu'il croit et ce qu'il ne croit pas, sans crainte des pressions et des représailles sociales, sans la crainte de perdre son emploi. Je pense, moi, que ce temps est arrivé depuis, disons, bientôt deux ans. Nous sommes libres, mais nous n'avons pas encore pris l'habitude d'exercer notre liberté. Il n'est même plus nécessaire d'être courageux; il suffit de secouer notre paresse et de nous exprimer. Il importe, pour assainir encore le climat spirituel, que le plus d'hommes possible prennent la peine de publier leur vision du monde.

## UN CAS

J'ai moins de difficulté à dire maintenant mon agnosticisme que je n'en ai eu à le découvrir et à me l'avouer. Je savais bien que toute parole de piété m'était devenue étrangère et même, prononcée par d'autres, m'agaçait. Mais, comme tout ce qui est de caractère religieux, ici, le mot "agnostique" se troublait pour moi d'émotivité; c'était un mot désagréable que je ne voulais pas m'appliquer. Il ne faut pourtant pas avoir peur des mots. S'il m'est impossible de croire une doctrine, malgré mon désir d'être croyant — désirer la foi, c'est avouer qu'on ne la possède pas — alors je suis agnostique, que j'aime ce mot-là ou non. "Eprouver des doutes sur sa foi" c'est n'être pas sûr, c'est dire "je ne sais pas", c'est être agnostique.

Sur le plan psychologique, agnosticisme et indifférence se confondent à un certain moment. Il est possible quon puisse distinguer quand il s'agit d'établir l'évolution qui a abouti à l'état actuel. Les moralistes, pour leur part — j'entends, les moralistes croyants — attachent de la culpabilité au cheminement vers l'indifférence. Je ne peux pas être d'accord avec eux — on le verra par ce qui suit. Mais comment en suis-je arrivé là ? Pour le savoir, il faut remonter loin en arrière.

## RELIGION D'ENFANT

Pendant toute mon enfance, j'ai posé une foule d'actes religieux. J'ai été enfant de choeur dans ma paroisse durant environ quatre ans, de huit à douze ans. J'ai suivi les exercices du premier vendredi du mois, du mois de Marie et du mois du Rosaire. J'étais un bon petit gars, trop bon à mon goût d'aujourd hui (et je souhaite que mes enfants soient un peu moins sages que je l'ai été). Il faut dire que j'ai été fortement influen-

---

(*suite de la page précédente*)

**tés se partageraient suivant leurs goûts et les disponibilités du moment la recherche à l'université et l'enseignement dans le secondaire. On pourrait développer considérablement à l'université une branche scientifique ou une autre et s'attirer une réputation mondiale. En effet si autrefois les centres de culture étaient le résultat de générations d'humanistes — encore qu'on puisse souvent tracer l'influence d'un riche mécène ou d'un prince épris des arts et des sciences — on peut maintenant créer artificiellement des centres de recherche en important des produits finis c'est-à-dire des scientifiques chevronnés qui en constituent le noyau. Le Canada est favorisé à cet égard car il peut offrir des conditions enviables à la majorité des habitants de cette planète.**

**J'aimerais avoir montré dans cet article l'urgence d'un développement radical de l'enseignement des sciences dans la Province de Québec. Il semble qu'une solution à l'embauche difficile d'un beaucoup plus grand nombre de diplômés en sciences dans l'industrie, l'université ou le gouvernement serait de les orienter vers l'enseignement des sciences au niveau secondaire qu'ils soient bacheliers, maîtres ou docteurs en sciences. On verrait dans l'orientation délibérée de l'élite intellectuelle canadienne-française vers la recherche fondamentale une manifestation du nationalisme d'un petit peuple, manifestation dont l'originalité et l'intelligence n'auraient pas vu de précédent dans l'histoire.**

★

cé dans mon jeune âge par ma grand-mère paternelle — une femme craintive et "janséniste". Son influence et celle de mes professeurs, les Frères du Sacré-Coeur, ont prévalu alors sur celle de mes parents, qui ont toujours manifesté une grande liberté d'esprit et d'action.

Sans doute, à cette époque, c'est surtout le désir d'être et de paraître "bon garçon" qui a régi mon comportement, mais je me souviens aussi de certains attendrissements — qui représentaient alors pour moi l'essence du sentiment religieux — à respirer l'odeur de la cire et de l'encens et à écouter la musique d'orgue et le chant grégorien.

A treize ans, je partis pour le pensionnat — le collège d'une ville lointaine, où mon père avait fait ses études et dont il parlait avec le plus grand enthousiasme. Au dernier moment, mes parents voulurent retenir leur aîné et l'envoyer étudier comme externe au petit séminaire de notre ville. Ce fut inutile : mon père avait trop bien parlé de son Alma Mater.

En arrivant au collège et en voyant le premier religieux qui s'offrit à ma vue — un préfet de discipline dont le visage rayonnait de bonté — je me suis dit: "Je deviendrai religieux, moi aussi, comme lui."

C'est ce que je fis. Six ans à ce collège puis deux ans de philosophie au pétit séminaire n'avaient pas ébranlé ma résolution.

## AU MONASTÈRE

Que me restait-il alors de sentiment religieux ? — Je sais, en tout cas, que la piété sentimentale m'était déjà antipathique. Je me vois encore faisant des syllogismes: Dieu existe; or Dieu vaut qu'on Lui consacre sa vie; *ergo* j'entre au monastère et j'y reste. J'y suis resté trois ans: l'année du noviciat et deux années d'études théologiques. Je me souviens de m'être exercé souvent à "purifier mes intentions" en cherchant la réponse à la question: "Pourquoi suis-je ici ?" Et toujours, mon bon vieux syllogisme restait sans faille.

C'est après deux ans qu'a commencé le grand examen de conscience qui a eu pour résultat mon "retour dans le monde".

Je ne suis plus capable, après tant d'années, d'établir avec certitude la suite des événements, mais quelques images me reviennent en tête. D'abord, la visite des fiancés — ma soeur et mon futur beau-frère. Je vibrai à leur enthousiasme pour le laïcat catholique. Peut-être parce que j'avais commencé à me poser des questions sur mon état.

Le célibat auquel je m'habituais ne m'apportait-il pas la sécheresse du coeur plutôt que la liberté d'aimer Dieu ? Je n'aimais pas plus Dieu que personne. L'amour pour Dieu, ce n'était vraiment que du verbalisme. J'étais trop occupé à construire la base scientifique sur laquelle je voulais asseoir ma foi. La philosophie (Blondel, Gabriel Marcel), les sciences humaines (la psychologie surtout) et même les mathématiques prenaient tout mon temps. Je constatais soudain que je n'éprouvais aucun goût pour le dogme, la morale, le droit canonique ni même l'Ecriture sainte. L'histoire de l'Eglise me fascinait, mais j'en retenais de préférence les vicissitudes plutôt que les beautés. Mes lectures allaient spontanément vers les auteurs les moins orthodoxes: Congar, Chenu, de Montcheuil, Teilhard de Chardin, Daniélou, Bergounioux... La plupart de ces écrivains religieux étaient assez mal vus des milieux ecclésiastiques en 1950.

Je m'apercevais que dans trois ans, deux bientôt, la tâche de toute ma vie ultérieure consisterait à faire rayonner une doctrine que je n'étudiais même pas et au sujet de laquelle je commençais obscurément et laborieusement à éprouver des doutes sérieux. Si j'éprouvais le besoin de "purifier mes intentions", celles-ci n'étaient pas tellement pures. Pas besoin de lutter pour gagner ma vie, ici. En perspective, des études, l'enseignement, l'action par la plume. N'était-ce pas cela surtout qui m'avait attiré et qui maintenant me retenait ?

Dans un an, ce serait la profession solennelle, dans deux ans la prêtrise. Secondé par un médecin très chrétien qui déclara voir dans mes insomnies un symptôme de maladaptation, j'en vins péniblement à décider que je quitterais la communauté à l'expiration de mes voeux simples.

Je fis part de ma décision à mon supérieur, homme intelligent et bon qui, loin de vouloir me détourner de mon projet, entreprit des démarches à Rome pour me libérer de mes voeux simples avant même qu'ils ne dussent expirer. Les démarches aboutirent vite et je me retrouvai laïc "comme devant".

Quelques jours avant ma sortie, j'avais soudain compris la beauté et la noblesse de l'état religieux, à l'occasion d'une lecture sur les premiers moines d'Occident. C'était la première fois que j'en avais une vision si nette et il fallait que ce fût au moment où j'allais quitter cet état. Peut-être faut-il un certain détachement, un certain éloignement, pour comprendre certaines réalités. On dit que c'est au moment de mourir qu'on voit tout le déroulement et le sens de sa vie.

Malgré ma vision des derniers jours, je me disais que si, en trois ans de vie religieuse, je n'avais qu'une seule fois, à la toute dernière heure, compris le sens de mon engagement, une fois éloigné de tout contexte religieux, mon catholicisme en viendrait vite à tiédir. Et je prenais le résolution d'être un laïc militant.

Peine perdue. Mes lectures avaient déjà créé en moi un esprit trop évolutionniste et trop relativiste pour que je pusse me dire catholique sans restriction. Je ne pouvais plus admettre qu'*une* religion pût détenir *la* vérité. Je savais qu'il existe des religions admirables en Asie et que les rites africains manifestent une communion avec la nature que nous avions perdue.

J'en vins ainsi à me dire qu'assister à la messe était pour moi une hypocrisie et je cessai soudain d'y aller. Une telle décision ne va pas sans déchirements intérieurs quand on a été conditionné dès son bas âge par le concept du péché mortel.

Je n'allai donc plus à la messe sauf, il faut le dire, quand les pressions sociales étaient trop fortes. Peu m'importait alors d'être hypocrite aux yeux de certains pourvu que je ne le fusse pas face à moi-même. Quand on est indifférent en matière religieuse, poser ou ne pas poser certains gestes religieux auxquels on ne donne pas son adhésion intérieure devient aussi indifférent. Cela passe au même plan que la politesse: il faut être poli même à l'égard de personnes antipathiques. La bonne marche de la société a plus d'importance que la religion à laquelle, justement, on ne croit plus.

Je compris alors que tout ce qu'on m'avait dit dans mon enfance sur le respect humain devait s'appliquer à rebours: en général, on allait à la messe bien plus pour ne pas "faire parler" les voisins que par débordement de ferveur. La meilleure façon de faire échec au respect humain était justement, dans notre milieu, de ne pas aller à la messe.

Pendant assez longtemps, par la suite, je me définis volontiers comme "catholique non pratiquant".

Je n'oublierai pas la longue discussion que j'eus un soir, à un party d'huîtres, avec un compagnon de travail qu'on disait être un propagandiste communiste. (Qu'il le fût ou non, cela n'a jamais eu à mes yeux aucune importance.) Je défendis alors avec feu des idées inspirées de Teilhard de Chardin et selon lesquelles il fallait poser quelque espèce d'esprit divin à l'origine et à la fin du fait de l'évolution.

Je constatai peu à peu que mes vues sur la divinité étaient d'une intellectualité des plus abstraites et ne correspondaient à rien de concret dans ma vie quotidienne. A la question: suis-je catholique? et même suis-je chrétien? j'en vins à ne plus pouvoir répondre par un 'oui' catégorique.

Le Jésus historique devint pour moi, dans une perspective évolutionniste, l'homme qui avait le plus contribué à affiner le sens moral de l'humanité. Son sens de la justice et cette innovation qu'était la charité (préparée, bien sûr, par les Esséniens) dépassaient tout ce qu'on avait connu jusqu'alors. Mais de là à voir en lui Dieu incarné, il y avait un pas difficile à franchir. En somme, il était l'égal de Bouddha et de Mahomet, il leur était même supérieur, peut-être, mais je n'en concédais pas davantage.

L'idée de la Rédemption me devint intolérable. Parler du plan premier de Dieu, celui de la Création, puis d'une décision de Dieu modifiée par le sacrifice humain de son Fils me parut d'un primitivisme et d'une cruauté indicibles et surtout incompatibles avec l'attribut divin de l'immutabilité. "Dieu est touché dans ses viscères et Il modifie ses décisions parce que son fils se laisse massacrer..." Allons donc! Nous sommes dans l'anthropomorphisme le plus abject! Dieu est ramené à des proportions infrahumaines.

Il y a aussi l'actualité qui force l'attention. Le pape proclame le dogme de l'Assomption. Un écrivain déclare: "Le pape fait joujoux avec les dogmes." Moi, je me dis: "Monter au Ciel corporellement, ça veut dire monter quelque part dans notre monde spatial, physico-chimique. Cela veut dire: à quel endroit entre la Terre et la Lune? entre la Terre et le Soleil? où dans notre galaxie? dans quelle galaxie? ou entre quelle galaxie et quelle autre?" Et je trouve tout cela inacceptable et ridicule. Pourtant je ne demanderais pas mieux que de me faire convaincre du contraire.

## QU'EST-CE QUE LA RELIGION?

Bien sûr, il se trouvera quelqu'un qui trouve une réponse à telle et telle de ces objections. Mais ça ne sera pas d'un grand secours. C'est que la difficulté principale porte sur l'essence même de la religion.

J'ai constaté un jour que la méconnaissance des sciences sociales était une grande lacune de mes études. J'ai entrepris de lire attentivement un manuel de sociologie et de m'attarder sur le chapitre de la religion. Or, qu'on me le dise si je me trompe, il ressort de ce chapitre

que les prêtres, dans l'histoire de l'humanité, sont une classe de gens qui ont pour mission première de veiller à ce que les privilèges acquis demeurent aux mains de la même classe de privilégiés et qui font bien savoir à tous que, les tout premiers, ils font partie, eux, de cette classe. Leur rôle n'a rien à voir avec l'affinement du sens moral qui, d'après moi, devrait être la spécialité des religions. Mais si, au dire des sociologues, la religion n'apporte pas cela, que reste-t-il alors ?

Evidemment, la sociologie traite surtout de la religion des sociétés qu'étudient les ethnologues. Mais il serait assez facile de montrer tel prêtre du Québec, directeur d'"oeuvre", qui, je le suppose volontiers, ne commet pas d'infraction aux 6e et 9e commandements, mais semble manquer singulièrement de ce sens de la justice et de la charité qui, d'après au moins un évêque, devrait caractériser les catholiques. Les religieuses qui dirigent nos hôpitaux et nos écoles donnent trop souvent le même spectacle, de même qu'une masse de "bons catholiques" dont les principales vertus — on les appelle prudence, obéissance, respect — ne sont que de la pusillanimité et de la servilité. Les sujets serviles font des maîtres autoritaires. Chez tel ou tel évêque, je ne vois que l'orgueil le plus fat, cette concupiscence peu publiée, celle du pouvoir, dont parle le Frère Untel. Evêque ou simple prêtre, on n'hésite pas à usurper à tout moment l'infaillibilité que le pape, plus prudent, se réserve pour la proclamation des dogmes.

Les plus beaux exemples de droiture et de courage, je les vois souvent chez ceux qui se sont le plus éloignés de la religion. L'humilité, qui est le respect de la vérité, de tel homme de science agnostique, est une bouffée d'air frais. J'admire le savant qui n'éprouve aucune honte à dire: "Nous ne savons pas, je ne sais pas."

Il y a des pratiques dans la religion du Québec, et peut-être dans le catholicisme en général, qui sont nettement de la superstition. Je songe au chapelet, auquel on attache de l'efficacité même si la récitation s'en fait de façon mécanique et distraite. Cela est du même ordre que les moulins à prières du Tibet. J'affirme que la majorité des catholiques du Québec pratique leur religion avec superstition, et j'ose le dire d'autant plus franchement que je reconnais avoir été moi-même passablement superstitieux quand je me croyais purement religieux.

## ET L'AVENIR?

Je me définis comme "agnostique" plutôt qu'"incroyant". Tout d'abord, parce que je préférerais être croyant et que je ne veux pas rejeter la possibilité de le redevenir. Cela, c'est une raison d'ordre affectif, j'en conviens. Je n'ai rien d'un anticonformiste par principe. Je voudrais être un homme parfaitement équilibré, un adapté. A cause de cela, je préférerais ne pas renier le côté religieux de mon enfance. Si on ne m'avait jamais parlé du péché mortel ni de la crainte de l'enfer, je n'aurais peut-être pas ce désir de retrouver la foi, mais voilà, on m'en a parlé. De plus, dans mon entourage d'aujourd'hui, je voudrais pouvoir me sentir au diapason de ceux qui se disent "dans la possession tranquille de la vérité".

Mais — j'aborde ici un domaine où affectivité et intellectualité font bon ménage — il est de la nature de la vérité de faire l'objet d'une conquête inquiète. Il s'agit de subjectiver ce qui est objectif, et cela est difficile et toujours incomplet à cause des limites de l'individu. Pour ma part, je suis bien conscient de mes limites.

Je ne veux donc pas rejeter la possibilité d'une réalité religieuse valable — qu'il me restera à découvrir et à définir. Je continuerai d'étudier la question religieuse. Il est même probable que cette étude soit désormais au centre de mes préoccupations, car plus je me rapproche de la mort, plus je suis hanté par le désir de survivre de quelque façon. Je prendrai toujours un plaisir extrême à dialoguer avec quiconque saura me convaincre qu'il a vécu une expérience religieuse authentique.

Le dialogue suppose qu'on dise franchement ce qu'on pense. Ce que j'ai essayé de faire ici.

★

---

## *PROBLÈME BICÉPHALE*

(*suite de la page 5*)

pable d'aimer. Certes, nous ne sommes plus comme vous, nous n'affichons ni ne croyons plus aux mêmes idées, mais je crois que d'une part comme de l'autre la sincérité peut réparer le terrible gâchis qui nous opposait si malheureusement.

1 Les Editions Atys sont une société de jeunes poètes et écrivains qui veulent créer un mouvement avec une revue comme centre de recherche. Pour arriver à cela, nous publions de jeunes auteurs dont les oeuvres témoignent d'une authenticité indéniable.

2 Je n'ai pas à expliquer notre option indépendantiste; il suffit de dire que nous partageons les vues de M. Marcel Chaput (*Pourquoi je suis séparatiste*, Editions du Jour).

# Algérie An VIII
# ou l'âge de raison d'une plaie

**François Piazza**

1^ER NOVEMBRE 1954... Dans toutes les villes d'Algérie, un raz de marée humain jaillit des quartiers indigènes, se précipite sur les centres européens. Armés de couteaux, de cailloux, de bâtons, détruisant tout sur le passage, des milliers d'Arabes assouvissent dans la fureur, 130 ans de rage et d'humiliation accumulée. Après des combats d'une cruauté inimaginable, les emeutiers sont repoussés, à la nuit, dans leur casbah (la ville indigène). Le soir même, les premiers feux des partisans s'allumaient sur les collines.

1er novembre 1961. Aujourd'hui, comme chaque jour, une bombe va éclater dans un immeuble, une grenade va être jetée au hasard, un homme va être abattu par des tireurs anonymes au coin d'une rue. Spectacle quotidien de la vie en France et en Algérie. Mais les temps ont changé, on ne sait plus qui assassine...

Sans doute, comme chaque année, en même temps que le retour des feuilles mortes, l'Assemblée de l'ONU aura voté une motion sur l'Algérie, qui n'aura pas plus d'effets que les précédentes... Car rien ne semble arrêter la marche de ce cancer au flanc du monde... Ni les conférences, ni les volontés profondes et sincères des peuples algérien et français, ni le budget gigantesque d'une guerre qui saigne un pays à blanc, ni de part et d'autre, la mort d'une démocratie... A l'heure actuelle, il semble impossible de concevoir une solution qui puisse être acceptée par ceux qui se battent... Mais qui sont-ils au fait?

## LES ARABES

Au départ, les cadres de cette révolution, qui n'était que réformiste, étaient formés par les débris de deux associations, le PPA (Parti Populiste Algérien) et le M.T.L.D. (Mouvement Territorial des Libertés Démocratiques) qui avaient été successivement démembrées par la guerre et l'échec sanglant de la révolte de Setif en 1945. Formées des chefs religieux et une certaine bourgeoisie arabe, elles n'avaient d'autres buts que l'obtention de l'égalité des droits et la reconnaissance de la citoyenneté française à tous les habitants de l'Algérie. Car l'inégalité a toujours régné en Algérie. L'Arabe se trouvait être un sujet de deuxième zone, et la constitution de l'Assemblée algérienne, votée en 1947 ne fut jamais appliquée. Les élections, quand il y en a eu, ont toujours été, et continuent à être, des trafics électoraux entre Européens doublés d'un truquage pratiqué au grand jour. Le mot indépendance résonnait d'une manière fausse et semblait être la chimère de quelques exaltés.

Mais petit à petit, émergeant à la fois des partisans et du demi-million de travailleurs algériens en France, des chefs et des idées nouvelles naquirent. Forcés de tenir compte de ces éléments, les cadres éclatèrent peu à peu sous leur poussée, et le F.L.N. absorbant, y compris par la force, tous les éléments jusqu'alors disparates des mécontents, devint une organisation révolutionnaire, encadrant ses membres d'une discipline de fer, créant une infrastructure politique et administrative, dont le but était l'indépendance de l'Algérie. Ces jeunes chefs étaient, en majeur partie, surtout des Nasseriens, et prenaient modèle sur l'Egypte. L'aide principale vint alors du conseil de la Ligue Arabe, et le premier gouvernement provisoire était formé de bourgeois révolutionnaires, partisans de la grande nation arabe. Il n'était alors question que d'indépendance.

Petit à petit, une armée se forma, dont les cadres étaient issus de la masse des travailleurs algériens. Ces hommes dont l'éducation politique avait été faite par les syndicats, comprirent rapidement que le problème de l'indépendance était déjà dépassé, que la grande plaie de l'Algérie était cette surnatalité, qui entraînait une masse grandissante de chômeurs (car la faim a toujours régné avec les Français en Algérie). Comprenant qu'ils avaient là une réserve inépuisable de combattants, mais aussi un facteur primordial dans l'avenir de l'Algérie, ils donnèrent à leur armée, une formation politique et socialiste, calquée sur celle de Mao Tsé-Tung. C'est pourquoi aujourd'hui, le FLN se bat beaucoup plus en fonction d'une conquête économique (partage des richesses naturelles et réforme agraire) que pour une indépendance, que d'ore et déjà personne, ou presque, lui conteste. L'élimination de Fehrat Abbas, Benjemoul et Ahmed Françis, représentants de la bourgeoisie nationale, au profit de Ben Khebbad et de ses durs, n'est qu'un ajustement de fait.

Doté d'une armée populaire endoctrinée et disciplinée, recevant des subventions considérables de la Chine et des pays de l'Est, sous forme de crédits, levant des impôts sur la masse des Algériens, le nouveau gouvernement se sent de taille à parler d'égal à égal avec la France, et s'occupe beaucoup plus de l'avenir politique et économique de l'Algérie, que de la guerre, qu'il laisse à ses techniciens, soumis à un contrôle de fer...

## LA FRANCE

Le gouvernement français, en fait, n'a jamais jusqu'à ces derniers temps, mais c'était trop tard, considéré l'Algérie comme un problème humain. Pour les politiciens de la 3ème et de la défunte 4ème (qui en mourut), l'Algérie était d'abord une terre d'élections aux mains de grands électeurs et d'intérêts puissants. Ce qui comptait, c'étaient les conséquences et les sièges au Parlement. Je ne veux pas dire que parmi les gouverneurs, nommés en général beaucoup plus pour leur connaissance politique que pratique, il n'en fut pas qui voulurent essayer d'améliorer le sort du pays; mais ceux-là furent vite maîtrisés par les éléments importants de la population européenne; on leur fit vite comprendre que dans l'intérêt du parti, il valait mieux refréner leurs ardeurs.

Quand au premier gouvernement qui voulut s'occuper des structures profondes à faire, celui de Guy Mollet (qui mérita bien son nom), la journée des tomates (6 février 1956) lui enleva tout son courage... Sous la pluie de légumes, Guy Mollet prit la fuite, céda tout ce que l'on voulut et donna ainsi le premier, le sentiment de leurs forces aux éléments extrémistes de la population européenne. La suite ce fut, sous les différents administrateurs, qu'un louvoiement entre un chantage et une impuissance de faits, jusqu'au jour de la catastrophe finale.

De Gaulle arriva au pouvoir, porté par la menace de la guerre civile, les mitraillettes des parachutistes, et les insurgés du forum d'Alger. Dans leurs esprits il était l'homme qui leur donnerait les moyens d'en terminer avec cette "racaille" de FLN. Dans une ambiance de kermesse populaire, basé sur un quiproquo (les Européens le tenant pour un homme fort, l'Armée pour un soldat, et les Arabes pour celui qui devait leur donner la paix) il fut hissé au pouvoir par la lâcheté des partis (c'est moi ou la guerre civile). Malgré l'allure royale qu'il voulu donner à "son" gouvernement, il comprit rapidement que la seule solution possible était la négociation. Cherchant "un interlocuteur valable, aux moyens d'élection et d'un référendum, qui furent, peut-être malgré lui, une fumisterie sans nom, il comprit rapidement que seul le FLN et ses amis étaient ces interlocuteurs. Malheureusement, en dépit des apparences, De Gaulle n'était qu'un mal moindre pour l'ensemble du peuple français, qui voyait en lui, avec quelque raison, un nouveau Napoléon III. En vertu du fameux principe — Qui t'a fait roi? — il ne pouvait maîtriser ses amis extrémistes, sa seule force était l'armée; depuis deux ans, il continue ses acrobaties, visant tous les 6 mois, dans la crainte d'un pronunciamento du même style que celui qui l'a porté au pouvoir. Maître absolu de la France, il se trouve impuissant, la bonne volonté ne suffisant pas. Il ne lui reste plus qu'à attendre le déroulement de l'Histoire...

Les Européens d'Algérie, qui ne voyaient au début qu'une rebellion d'indigènes, n'ont compris leurs forces que petit à petit. Conscients du fait qu'ils étaient la cause principale de cette exaspération, ils réclamèrent de plus en plus l'application de la manière forte, quand eux-mêmes ne le faisaient pas. Car ils savent que cette révolution est la fin de leur règne, qu'ils ne seront plus qu'une minorité noyée dans une masse de près de 9 millions d'arabes. En bien des points leur situation est similaire à celle des Afrikanders.

Cette population, qui se réclame de la France, n'a, en fait plus grand'chose de commun avec la métropole. En 130 ans, la population européenne algérienne a pris un caractère propre, un langage et un mode de vie qui lui est personnel. Très peu d'entre eux se savent des attaches avec la France, une grande majorité des colons étant issus de l'immigration massive des Espagnols et des Italiens. Leur drame est qu'ils sont, eux aussi, les fils de cette terre, et que rien ne les attend ailleurs. De plus, contrairement à ce que l'on imagine, la plupart sont de revenus modestes. On format un Lumpen-prolétariat. Devant l'alternative, la valise ou le cercueil, ils réagissent comme des desesperados qu'ils sont. N'ayant aucune confiance en la France, qu'ils accusent de les trahir le dos à la mer, ils sont prêts au pire, pour survivre et s'appuient sur les éléments messianiques de l'Armée.

Car le 4ième partenaire est l'armée, cette armée qui depuis 39, n'a pas cessé d'être au combat, qui n'a pas compris pourquoi en Indochine malgré des prodiges d'héroïsme, elle avait perdu, ou plutôt elle avait connu la honte et la défaite sans que celle-ci soit justifiée. La colère des légions, petit à petit, s'est tournée vers Rome, ce sont les politiciens qui ont trahi, et après le 13 mai, elle comprit que les armes pouvaient faire les empereurs. A ses

*(suite à la page suivante)*

# Montréal et sa Banlieue

Jean-Pierre Goyer

HISTORIQUE[1]

LE PROBLEME de la dimension optima des villes est d'une brûlante actualité. Mais il ne faudrait pas penser pour autant qu'il est nouveau.

Depuis Platon et Aristote, la philosophie politique s'est toujours préoccupée de ce problème. "Aussi bien Platon qu'Aristote croyaient que la communauté, si elle voulait avoir une vie harmonieuse, devait être très petite." Dans les *Lois,* Platon suggère que l'idéal serait une population de 30,000 habitants et "il condamne l'extension d'une cité au-delà de cette limite comme disruptive d'une vie et d'un ordre communal sains."

On a rediscuté de la dimension optima des villes à la fin du Moyen Age. "Des philosophes comme saint Thomas parurent avoir tendance à suivre Aristote, en dépit du fait que l'Etat territorial moderne, contenant maintes fois plus le nombre d'habitants que Platon et Aristote avaient estimé le meilleur, était en voie de formation."

A l'époque de la Renaissance, la théorie des anciens philosophes se concrétisa dans les "cités-Etats" d'Italie, des Pays-Bas et d'Allemagne. Vers la fin du XVIième siècle, les auteurs adoptèrent des points de vue plus réalistes mais continuèrent à favoriser un contrôle de la croissance.

C'est au siècle suivant que l'on connut les grands royaumes qui donnèrent naissance à la "nation-Etat" de type occidental. La petite communauté désormais absorbée se renferma à la cour monarchique. Sous l'absolutisme, seule l'Angleterre "préserva assez d'autonomie locale à ses villes et à ses comtés pour que ceux-ci puissent servir de base à ses institutions représentatives en développement." Montesquieu reconnut ce phénomène comme le pivot de la liberté et du constitutionnalisme. Et à la même époque, Jean-Jacques Rousseau "affirma dogmatiquement, une fois de plus, à l'exemple de

Références : La démocratie constitutionnelle, Carl J. Friedrich.

---

(*suite de la page précédente*)

yeux, le "Vieux" est un traître. Et oubliant qu'elle était d'abord une force mystique au service de la nation, elle ne rêve que de faire celle-ci à son image, que de ressusciter l'Empire dont elle était la gardienne. On ne peut s'empêcher de penser à l'Amérique du Sud, avec ses colonels présidents, quand on voit sa conduite. En fait on a tort... l'Armée française cherche son Hitler... et n'a trouvé que son Hidenburg.

Aucune paix, aucune table ronde, aucun Evian n'arrivera à quelque chose de concret sans l'accord de ces 4 partis. Mais pour être sincère, il semble que ce problème soit l'équivalent de la quadrature du cercle, car aucune solution ne peut être envisagée à l'heure actuelle.

Et pourtant...

Et pourtant l'heure presse. En dehors du fait que l'Afrique du Nord va glisser petit à petit vers le seul espoir qu'il lui reste: le marxisme, ce qui est beaucoup plus grave, c'est la mort de l'homme, d'une morale universelle qui opère lentement.

Il n'est pas facile de se plonger les mains dans la merde et dans le sang. Mais il faut le faire.

Avec une accélération de plus en plus grande, le meurtre quand ce n'est pas l'assassinat expéditif et officiel, l'exécution des otages pris au hasard, les camps de concentration (Les 4 cahiers verts de l'Algérie publiés par les temps modernes) (L'exécution de Maurice Audin, le suicide du Dr Bendjemoul) la torture (lire "la Question" témoignage d'Henri Alleg, "Contre la torture" de P.-H. Simon) les massacres tenant du génocide (Melouza) les fameuses zones interdites où le droit de chasse à l'humain est permanent (Zones interdites, témoignage de J.-P. Talbo-Bernigaud) sont devenues choses banales, acquises, par les partis. L'exécution sommaire, l'attentat au plastic contre les femmes et les enfants, dans le seul but de faire régner la terreur, n'arrivent même plus à émouvoir les protagonistes: ils ne sont plus que prétexte à de nouveaux massacres. Sur le chemin de la haine, il n'y a plus d'arrêt...

Et c'est cela qui est grave, et c'est là, le signe de mort de cette humanité dont nous targuons de faire partie. Il est temps que cet état de chose ne se déroule plus dans l'indifférence d'un monde, qui ne veut pas voir la perte de ses valeurs et la naissance d'une nouvelle Corée...

Algérie an 8... Les derniers hommes de cet terre lancent un appel au secours. Il faut les entendre avant qu'il ne soit trop tard.

★

Platon et d'Aristote, qu'un Etat pour être libre et de nature populaire, devait être aussi petit qu'un canton suisse."

Plus récemment, en 1927, John Dewey favorisait le retour aux petites communautés comme une solution pour raviver la démocratie et la conscience publique.

Et tout dernièrement, une commission royale d'enquête instituée pour étudier le problème de Londres et de sa banlieue, recommandait des arrondissements (municipalités) d'environ 100,000 à 250,000 habitants.

Pourtant, en dépit du fait que pendant 2,000 ans la plupart des philosophes se sont accordés pour favoriser des petites communautés, les agglomérations sont quand même devenues de plus en plus grandes.

## ARGUMENTS EN FAVEUR DES GRANDES AGGLOMÉRATIONS

Il existe plusieurs arguments en faveur des grandes agglomérations qui, à première vue et pour diverses raisons, nous frappent par leur simplicité et leur apparente évidence.

Le premier réside dans le développement extrêmement rapide de la technologie de l'industrialisme moderne. Pour répondre aux besoins constants qui proviennent principalement des services publics assurés par les municipalités, elle a mis sur le marché un outillage approprié et très développé.

Les citoyens, toujours en quête de meilleur rendement, ont été attirés par cette technique moderne. Elle a suscité des exigences auxquelles doivent répondre les municipalités. Ainsi en est-il des camions-citerne, des camions pour les ordures, de l'équipement contre les incendies, du matériel pour enlever la neige, pour nettoyer et entretenir les rues, etc..

Tout cet outillage est très coûteux et occasionne des dépenses importantes qui ne peuvent pas toutes être effectuées par les petites localités. D'où la nécessité des grandes agglomérations pourvues de budgets plantureux qui leur permettent de moderniser l'équipement de leurs différents services.

Quoique cet argument puisse s'appliquer aux petites municipalités, il ne vaut pas tant pour les villes moyennes. Celles-ci peuvent consacrer suffisamment de fonds à l'achat de l'outillage moderne indispensable aux services que réclament les citoyens. La seule différence réside dans le fait que pour des besoins plus grands, les grandes agglomérations achètent en plus grandes quantités. Une enquête révélerait que Montréal par exemple, possède un équipement moins moderne que celui de la plupart des villes de banlieue. Une visite aux garages et aux entrepôts de Montréal nous édifierait plus sur ce qu'il en coûte d'avoir au niveau municipal une administration centralisée.

On invoque un autre argument en faveur des grandes agglomérations : l'efficacité.

L'efficacité que l'on retrouve en premier lieu dans l'administration. A cause de son budget important, une grande agglomération peut placer à la tête de ses services des experts qui sont à la hauteur des problèmes énormes qu'une telle administration doit affronter. Grâce à ces experts, la cité peut se développer conformément à des plans directeurs minutieusement mis au point. Elle peut mettre en œuvre les dernières méthodes d'organisation et d'administration.

L'efficacité provient d'un seul et unique gouvernement centralisé qui prend toutes les décisions.

Plus sérieux nous apparaît cet argument de l'efficacité. Il est vrai qu'une grande Cité peut se payer des experts dans chacun de ses services municipaux. Mais à quoi les emploie-t-on ? Alors que leur travail devrait consister à chercher des solutions aux problèmes d'envergure qui exigent au départ une grande compétence, on les oblige par la force des circonstances à consacrer la majeure partie de leur temps à régler des problèmes mineurs et des questions purement administratives.

En fait, il faudrait sérier les problèmes. Ceux qui sont d'intérêt local, c'est-à-dire qui concernent seulement quelques individus ou un petit groupe de citoyens, devraient se régler à l'amiable, devant le représentant du conseil municipal et les fonctionnaires capables de fournir les renseignements nécessaires, quitte à faire ensuite ratifier le tout par le Conseil Municipal. Cela est possible dans une ville moyenne, mais malheureusement pas dans une grande agglomération. Pourtant cette façon de procéder est beaucoup plus humaine, plus démocratique et donne inévitablement de meilleurs résultats.

Les problèmes qui sont d'intérêt commun c'est-à-dire les problèmes d'envergure qui existent sur l'ensemble du territoire ou une partie importante de celui-ci, devraient être réservés au Conseil, assisté de ses experts.

Cette solution serait beaucoup plus logique. D'ailleurs elle s'applique au niveau des municipalités moyennes. Les problèmes mineurs sont souvent réglés à l'amiable, et les problè-

mes majeurs sont confiés au Conseil, assisté du gérant et des chefs de service qui remplissent le rôle d'experts de la Cité.

Ce qui me paraît être une lacune sérieuse de notre système actuel, c'est l'absence d'une équipe de spécialistes pouvant répondre aux problèmes d'importance qui se posent à un moment ou l'autre dans les municipalités. Il y aurait urgence à y pallier. Une solution facilement réalisable consisterait à employer un plus grand nombre de ces personnes au ministère des Affaires Municipales. Ainsi, lorsqu'un problème d'envergure se pose dans n'importe laquelle des municipalités de la province, le ministère pourrait mettre ses spécialistes à la disposition de la municipalité à titre d'aviseurs, et pour un temps limité. De cette façon, on obtiendrait une concentration d'efforts, une réalisation appréciable d'économies, une certaine planification dans le développement et la rénovation de nos municipalités.

Quant à l'uniformisation des règlements municipaux que l'on souligne aussi comme facteur d'efficacité, cet argument n'est pas sans valeur. Encore là, il s'agirait de faire au préalable un partage des responsabilités. Comme telle l'uniformisation ne règle rien; la bonne ou la mauvaise application des règlements dépend de celui qui en a la responsabilité. Et c'est le point qui doit nous intéresser. L'exemple de "l'affaire Larissa" l'illustre bien. A cette occasion, le Conseil municipal de Montréal a voté en faveur d'un projet de construction désapprouvé, combattu, et par les conseillers du district concerné et par les citoyens de l'endroit.

Quant à l'efficacité qui proviendrait d'un gouvernement centralisé, encore une fois nous croyons qu'au niveau municipal les problèmes locaux ne peuvent pas toujours, et loin de là, être résolus par un organisme central. Et quand ils se posent, soit que tout se décide au niveau des fonctionnaires (alors pourquoi un gouvernement, quelle qu'en soit la forme!) soit que les décisions se prennent trop souvent par des élus non intéressés, parce que géographiquement éloignés, au détriment des élus qui sont directement affrontés. Ce système provoque la stérilité des rapports entre les électeurs et l'élu.

On tire enfin un troisième argument des élans de fierté collective ou de fierté nationale fondés sur le fait de posséder tel rang ou tel titre parmi les villes du pays ou du monde à cause de la population. En somme, c'est le sentiment de fierté mêlé d'orgueil si cher à nos voisins et qui se traduit par la formule "biggest in the world."

Cet argument devrait en rien influencer notre jugement. Il ne mérite pas qu'on lui sacrifie des valeurs plus importantes. Quoi qu'il en soit, disons, pour rassurer les adeptes de cette forme de grandeur que l'on peut rester dans la course des plus grandes cités en invoquant la population métropolitaine (on dit : le Grand...) au lieu de la Cité prise comme unité. Ainsi, quand on parle de Londres, on sous-entend une population métropolitaine d'un peu plus de 8 millions d'habitants; la City elle-même ne compte qu'environ 5,000 habitants.

## L'ARGUMENT DE LA DÉMOCRATIE

Ces arguments en faveur des grandes agglomérations portent aveuglément à faire "grand" sans même se demander si l'on fait "bien".

Et même si l'un ou l'autre des arguments cités en faveur des grandes agglomérations retenait l'attention de certains, il en est un autre, en faveur des unités plus réduites, qui devrait emporter leur adhésion. Bien que moins souvent invoqué que les premiers, il n'en demeure pas moins le plus important (du moins à nos yeux!), c'est celui de la démocratie.

Plusieurs pays d'Europe, dont la Suisse et l'Allemagne, et tous les pays modelés sur l'Angleterre ont eu recours à un système de participation effective des citoyens dans de nombreuses questions d'intérêt local immédiat : logement, hygiène, écoles, loisirs, protection et incendie, zonage.

Les modalités de ce système ont nécessairement varié d'un pays à l'autre, mais dans l'ensemble il a réussi à éviter une centralisation administrative qui étouffe peu à peu l'intérêt du citoyen. Par la même occasion, il a contribué à intéresser le citoyen dans l'administration de ses affaires, plus particulièrement de celles qui lui sont les plus proches. Quand il s'agit du voisinage de sa maison, de l'entretien de sa rue, des services de propreté et d'hygiène, de la protection contre le feu et le vol, de l'organisation de ses loisirs et de ceux de ses enfants, le citoyen s'en préoccupe presque chaque jour. A condition qu'il sache bien que ses revendications peuvent donner des résultats, il sera enclin à en discuter avec ses voisins ou en présence de l'échevin de son quartier, peut-être même en délégation auprès du conseil municipal. C'est précisément ce que vise le système de participation effective des citoyens. Il prône le bon voisinage et tient en éveil l'esprit de coopération, donc l'esprit critique de chacun. Et Dieu sait si nous, Canadiens français, en avons besoin; nous qui avons connu cette expérience de voir un système démocratique nous tomber du ciel (ou presque) alors que rien ne nous avait préparés à assimiler ce mode de gouvernement.

S'éloigner de cette conception, c'est s'éloigner de la démocratie. Car celle-ci ne consiste pas seulement en une délégation de pouvoirs à des représentants élus à intervalles réguliers. Plus que cela, la démocratie bien pratiquée consiste en une participation active et constante des citoyens à la "res publica." Comme nous n'avons pas atteint le niveau élevé d'esprit démocratique que l'on trouve en Suisse, par exemple, il faudrait nous éloigner le moins possible de la démocratie locale dont l'échelon municipal fournit sans contredit la plus belle occasion.

Bien entendu, une condition essentielle à ce système, c'est que la municipalité ne dépasse pas la population optima dont nous avons déjà traité. Autrement, on peut se targuer de suivre des règles démocratiques mais on ne vit pas la démocratie.

Ainsi conçue, en lui reconnaissant sa place de première cellule de la démocratie, la municipalité peut jouer le rôle d'une véritable école.

A notre époque où deux mondes, deux conceptions s'affrontent, il est de première importance que l'on ne néglige rien qui puisse faire participer activement le citoyen à la vie de la société dont il est membre. Dans ce sens, l'histoire démontre que les communautés locales sont celles qui ont le mieux résisté aux pressions des gouvernements totalitaires, précisément à cause du citoyen qui y comprenait exactement son rôle et le remplissait consciencieusement. C'est dans les communautés locales que l'on peut parvenir à ce que les Américains appellent le "grass-roots democracy". C'est là que se joue en somme le sort des peuples démocratiques parce que c'est à ce niveau que se façonnent les bons citoyens d'une nation.

## VERS UNE SOLUTION

Dans cette perspective, existe-t-il une solution aux problèmes que pose l'Ile de Montréal?

A mon avis, il faut au préalable entreprendre une étude sociologique, démographique et économique visant à une nouvelle démarcation du territoire de l'île. Sans vouloir tout bouleverser, tout en tenant compte du contexte actuel et des développements futurs, cette nouvelle démarcation devrait s'effectuer en respectant les exigences de l'exercice de la démocratie au niveau municipal. C'est donc dire qu'il faudrait avoir à l'esprit le problème de la dimension optima des villes.

Cela implique inévitablement le morcellement de la ville de Montréal, la fusion de certaines municipalités de banlieue qui formeraient de nouvelles villes, le statu quo — ou presque — pour les autres municipalités. A cet effet, il y aurait lieu, pour le cas de Montréal, d'étudier les cinq grandes divisions territoriales que proposait le rapport Champagne.

Restent les problèmes d'envergure qui dépassent la compétence d'une seule municipalité. Tels sont le transport en commun, les voies de circulation rapide, le Conseil des Arts, les services d'aqueduc et d'égoûts collecteurs, l'uniformisation des règlements dans certains domaines limités, les conflits limitrophes entre deux municipalités.

A qui en confier la juridiction? Plusieurs opinions ont déjà été émises à ce sujet. Mais je crois qu'il est prématuré d'engager le débat sur cette question, du moins jusqu'à ce que l'idée d'une nouvelle démarcation du territoire de l'Ile de Montréal ait été débattue. Car alors, soit que l'on reste dans le statu quo, soit que l'on accepte une nouvelle démarcation, et selon l'option qu'on aura faite, la question de la juridiction se posera différemment.

★

*A ses lecteurs et amis, à ceux qui nous lisent avec sympathie comme à ceux qui nous cherchent noise, à ceux que nos attitudes réjouissent et à ceux qu'elles crispent, Cité libre souhaite ici la meilleure des années possible pour 1962.*

# La "peste" nucléaire

Pierre Godin

DANS les siècles de fer, la peste faisait de terribles ravages chez les hommes. Elle déréglait aussi, de façon momentanée, les habitudes de vivre du monde animal.

Ainsi, dans ces temps noirs, les rats émergaient en force des antres où ils se tenaient terrés et trottaient, libres et affamés, parmi les cadavres des pestiférés. Les hommes alors vivaient dans la terreur de la peste et des rats.

Cette époque n'est plus. La coercition, les sorcières, l'inquisition surnagent encore bien sûr, mais à dose "calculée", au besoin. L'homme a dompté les irrationnels, s'est construit un visage du monde de la nature et de l'esprit. Sa crainte, ses angoisses, sa terreur se sont civilisées.

Sa terreur, organisée savamment par des chefs d'Etat, eux-mêmes terrorisés les uns par les autres, n'est plus de vulgaires affres tissées de mensonges, d'ignorance et de superstitions religieuses. Sa terreur est scientifique. Elle est conditionnée et précise : c'est la terreur nucléaire, peste du XXième siècle.

La peste n'est plus physiologique ; elle a fui l'organe. Elle est psychologique. Elle a fait sa demeure des esprits et s'y complaît en maîtresse absolue. Elle est la folle du logis.

Elle diffère de la peste organique moyenâgeuse dans ses effets sur les hommes et sur les animaux. Au sens le plus vrai, elle rend l'homme semblable à la bête.

Son règne fait des hommes des rats. Ainsi, dans ces instants de l'atome émancipé, tels les rats, les hommes iront se terrer dans le ventre de la terre... en compagnie des rats. Puis, l'impact. Et après...

Alors les rats fuiront les profondeurs pour la surface. Ils y gambaderont à leur aise parmi les décombres et les ruines d'un monde abandonné à la radiation atomique.

Mais, leur course folle sur les corps figés dans leurs bubons radio-actifs sera de courte durée et se terminera dans la monstruosité. Les rats ne seront plus des rats : une métamorphose les fixera dans l'indéfinissable et le non-reconnaissable.

Et les hommes, coincés dans leurs abris, deviendront ceux-ci : les rats. Une nouvelle espèce naîtra, mi-animale, mi-humaine : les hommes-rats.

La mégatonne aura eu sa progéniture. Tout le monde pourra enfin dormir en paix. La terreur n'aura plus de clientèle. Ni les chefs d'Etat !

★

# Pour dissiper une équivoque...

Yerri Kempf

IL n'y a pas de doute possible : le problème de l'enseignement est le problème No I de la Province de Québec. Séparatisme, libération économique... jolis airs de menuet pour distraire les populations ! André Laurendeau le notait fort justement dans son article, paru dans le *MacLean* de décembre : "Avant de vouloir occuper les postes de commande, il faut trouver les cadres capables de remplir pareilles fonctions." Or, actuellement cela n'est pas possible. Et seule une réforme profonde, une véritable mutation de l'enseignement peut changer le cours des choses. Cela commence à se savoir. A se dire. Mais je crains que la fanfare laïque ne fausse les perspectives de la situation et surtout qu'elle permette aux défenseurs aveugles de traditions périmées d'empêcher le salut de s'organiser. Déjà M. Johnson s'entraîne au tir à l'arbalète et s'apprête à pourfendre les infidèles... Et, ce qui est plus grave, une large fraction de la population applaudit ce nouveau Coeur de Lion qui fait croire à ceux qui l'écoutent que, parce qu'une minorité réclame quelques écoles à caractère neutre, "on" veut enlever le crucifix de toutes les écoles de la Province ! C'est ce qui s'appelle brouiller les cartes... pour que les jeux soient faits.

En ma qualité d'ancien fonctionnaire de la Direction de l'Enseignement de la Seine et grâce à mes souvenirs d'élève d'une école "publique et confessionnelle", je voudrais apporter mes modestes lumières au débat. Ce qui est

important, essentiel, capital, ce n'est pas l'autorisation — certes justifiée — d'ouvrir quelques écoles neutres — je préfère l'épithète neutre à celui de laïc qui sent le soufre! — c'est une refonte du système actuellement en usage. Et cette réorganisation ne peut être assumée avec efficacité que par l'Etat. Le recrutement du personnel enseignant, sa formation, le choix des livres de classe, l'organisation des examens, l'inspection pédagogique, l'avancement, bref tous les rouages qui rendent harmonieux et profitable une entreprise de cette taille ne peuvent être mis en place et contrôlés que s'il existe une tête qui coordonne l'ensemble. Un ministère de l'Education est la pierre angulaire indispensable pour sortir de l'ornière.

Affirmer qu'étatiser l'enseignement équivaut à le déconfessionnaliser est une malhonnêteté évidente. On citera l'exemple de la France et l'affaire des congrégations sous le ministère Combes. Si effectivement le gouvernement français de l'époque a enlevé le crucifix des écoles, c'est parce que la majorité de Français en avait exprimé le désir; les élus du peuple ne faisaient qu'entériner un état de fait, car la France était déchristianisée avant que ses écoles ne le fussent! Aussi longtemps que les Canadiens français resteront fidèles à la foi de leurs pères, ils voteront pour des représentants aussi chrétiens qu'eux et qui n'auront aucune raison d'imposer des mesures anti-chrétiennes une fois au pouvoir. D'ailleurs en Alsace, province foncièrement chrétienne, où j'ai passé mon enfance, l'école est à la fois publique et confessionnelle. Ce n'est pas parce que l'instituteur alsacien est un fonctionnaire rétribué par l'Etat qu'il omet de commencer chaque jour sa classe par la récitation de la prière... Et dans les classes de filles, l'enseignement est souvent assuré par des soeurs. Qui sont titulaires des mêmes diplômes d'Etat que leurs collègues laïcs inspectés par les mêmes inspecteurs...

Le bruit fait autour des revendications du Mouvement laïc me semble inopportun et dangereux puisqu'il jette la confusion dans l'opinion publique. On se souvient sans plaisir du discours du premier ministre Lesage — à la suite de la première réunion du mouvement laïc — au cours duquel il déclara qu'il n'y aurait jamais de ministère de l'Education sous son règne! Je ne pense pas que pareille éventualité soit bénéfique pour le Canada français, même pas pour les membres du Mouvement laïc. Et, en un certain sens, ces derniers sont un peu responsables de la chose, ce que je me permets de déplorer.

★

## L'ICONOCLASTE KHROUCHTCHEV

**Pierre Godin**

A l'extérieur, les revers ont été lourds. Il y a eu l'Albanie, la Chine puis les mégatonnes. Brèches irrémédiables dans la solidarité du communisme international que le ton du 22ième congrès, à Moscou, a élargies. Cela est l'aspect négatif du 22ième congrès communiste.

A l'intérieur, le tableau devient lumineux. La prospérité économique ne se dément pas; la science rayonne; la vieille garde et les durs de l'ère stalinienne sont à la raison: le groupe antiparti semble limogé.

Qui plus est, Khrouchtchev se fait iconoclaste. Il devient profaneur de mausolée, "sort" Staline du Kremlin, tue l'idole, détruit le mythe du chef-dieu, pulvérise le symbole.

Une idée est morte. Sans doute, "K" lui en a déjà substitué une autre. Robespierre, Marat, Cromwell, de même, furent des destructeurs de dieux. Tous, ils ont remplacé les dieux déchus.

Ils n'en restent pas moins, cependant, des briseurs d'images, comme Lénine, comme Staline même. Leur titre d'iconoclaste ne se trouve pas brimé par cela qu'ils ont remplacé le dieu mort. L'histoire ne nous a pas encore indiqué un seul homme qui, jusqu'au bout, osa laisser son esprit vacant de toute structure mythique ou symbolique.

Le phénomène de la substitution des images garde son autorité sur les hommes. Le crépuscule intégral des idoles est lent à poindre.

Mais, en définitive, chaque mort d'idole correspond à un bond prodigieux de la mentalité collective. L'éclatement du mythe s'accompagne toujours d'une rupture enrichissante dans la continuité intellectuelle, psychique et culturelle de l'individu. C'est, paradoxalement, cette même brisure de la conscience qui rend la désacralisation des idoles dangereuse pour l'iconoclaste.

De tout temps, elle se révèle en effet funeste à celui qui en entreprend le chantier, l'iconoclaste étant souvent voué à une mort violente. La raison se devine. Les yeux ouverts par la chute du dieu, l'individu souvent n'accepte plus l'iconoclaste ni le dieu que celui-ci veut mettre en place. Il n'y a jamais proportion entre les conséquences de la mort de l'idole chez l'individu et celles qu'en escompte le décide. Il y a doublage, au profit des individus.

Le chef se fait iconoclaste non pas tant pour briser et détruire à jamais l'idolâtrie en soi. Il en veut à la vie de l'image parce que celle-ci nuit à ses projets. Il veut la remplacer. L'acte posé, le briseur de mythe se voit soudain pris au piège. Des effets non prévus et non voulus, se placent en travers de sa route. Ainsi "K".

(*suite à la page suivante*)

## CHRONIQUE DU TEMPS PERDU

# Des lauriers pour le T. N. M.

Yerri Kempf

COMME CADEAU D'ANNIVERSAIRE, le Théâtre du Nouveau Monde s'est offert et offre au public un spectacle d'une qualité exceptionnelle. En effet, "L'Opéra de Quat'Sous" a inspiré à Robert Prévost une imagerie envoûtante dans laquelle Jean Gascon fait évoluer une trentaine de personnages avec un style et une vérité proprement brechtiens. Ce qui m'a une fois de plus frappé dans le pouvoir créateur de Brecht, c'est l'importance des inventions visuelles. Je ne connais pas d'autre auteur dramatique chez lequel la magie des métamorphoses du décor et des costumes accompagne comme un chant profond le déroulement de l'action et je pense que le génie le plus original de cet auteur réside d'abord dans le jaillissement onirique presque plus éloquent que le texte lui-même. Aussi toute son oeuvre se dresse-t-elle à la frontière du théâtre et du cinéma. Elle se veut aussi à la frontière de deux mondes: celui d'hier, condamnable, condamné et celui de demain, meilleur. Du moins cette foi est à la base de la vie et de l'inspiration de celui qui a écrit:

"Je vins parmi les hommes au temps de l'émeute

Et je m'insurgeai avec eux."

Une autre qualité est le passage si naturel du dialogue aux discours au public et aux chansons. Tout cela s'opère le plus spontanément du monde. Quant à la musique de Kurt Weill, elle est organiquement liée au texte et à la vision. Il y a là une merveilleuse rencontre de deux poètes qui parlent exactement la même langue.

Cette langue est aussi la langue de naissance de Pauline Julien. Celle-ci habite son personnage de Loreley du trottoir avec toute son âme. Une âme embrasée. Mais toute la distribution mérite des lauriers. En tête Monique Leyrac qui a enfin trouvé dans Polly un rôle à sa mesure. Elle est tout simplement prodigieuse. Monique Mercure, dans le duo de la jalousie, brille de mille feux. Germaine Giroux et Jean Dalmain composent un couple inoubliable. Guy Hoffman joue le "chef suprême de la police" avec une verve non moins suprême. Si Jean Gascon n'a pas réussi à me faire oublier Hans Messmer — il est vrai, un des plus grands comédiens du monde! — que j'ai vu dans la peau de Macki le Couteau, il porte néanmoins avec beaucoup de talent le poids écrasant du héros de la pièce. Le reste de la troupe se tient à la même hauteur et je leur annonce que dans quelques années, ils diront avec fierté: "J'en étais!" Et ce sera justice. La direction musicale est d'une vivacité et d'une docilité exemplaires. Bref, une très grande réussite et qui mérite un long succès. Ce sera mon voeu d'anniversaire: un triomphe pour le TNM!

### CI-GÎT DEBUREAU . . . ET LE PUBLIC !

Il faut se rendre à l'évidence: "Debureau" n'est pas une bonne pièce. Ecrite en vers de mirliton, elle perd de ce fait même l'atout majeur du talent de Sacha Guitry: le naturel. Quand on sait que nos poètes eux-mêmes ne savent plus se servir du vers, on ne peut qu'en déconseiller l'usage aux auteurs dramatiques. Il s'agit là d'un phénomène qui touche au sociologique et qui traduit la décadence d'un art. Pour en revenir à Guitry, il est par ailleurs notoire que s'il a réussi presque toutes les pièces dans lesquelles il "jouait" sa vie privée, il a toujours ennuyé quand il s'attaquait à des sujets auxquels il restait extérieur: comme quoi il avait raison de porter à son "moi" un amour extrême! Ses grandes machines historiques sont des autostrades d'ennui . . . Et en voulant poser

---

### *L'ICONOCLASTE KHROUCHTCHEV*

*(suite de la page précédente)*

Il tue le mythe du dieu Staline. Est-ce par un souci d'orthodoxie? Est-ce par haine de l'iconoclasie? Bien sûr, Khrouchtchev en appelle au respect du dogme marxiste-léniniste. Cela est bien.

Tout n'est pas dit cependant. Car, ici, la fin cardinale de "K", on le sait, c'est de casser les reins du groupe antiparti. La vieille garde est staliniste, donc, logiquement, favorable au culte de l'individu. Mais, surtout, les stalinistes ne croient pas à la coexistence pacifique avec l'Ouest. Du moins, "K" le dit.

Si tel est le cas, pourtant, alors ce sont eux, non plus Khrouchtchev, qui respectent le dogme léniniste, favorable à la conquête communiste du monde par les armes. On peut, par là, juger jusqu'à quel point M. "K" est commandé par un souci d'orthodoxie quand il met Staline "dans le chemin".

Confusion chez "K"? Non. Le premier ministre russe n'est pas idéologue pour deux sous. Il se fout du dogme quand cela sied bien à son pouvoir. En ce sens, Khrouchtchev est l'image du politicien occidental. Il peut donc sacrifier tout à loisir l'orthodoxie à l'opportunisme.

Limoger les "durs" en faisant mourir une seconde fois Staline, c'est là l'essentiel de la besogne. Pour ce faire, "K" est devenu iconoclaste. Mais il ouvre les vannes d'une écluse libertaire. Les flots tumultueux l'engloutiront-ils?

L'épanouissement de l'individu communiste, résultante de l'éclatement du mythe, rendra-t-il le profaneur victime de son "sacrilège"? Il est certain que l'individu voudra plus de liberté.

Spectateur de la mise à mort du dieu Staline, l'individu marxiste n'exigera-t-il pas, dès lors, un chef plus souple, moins coercitif, moins potentat. Ne voudra-t-il pas plus d'autocritique, plus de respect de la personne humaine, plus de latitude dans la société?

Lorsque s'écroule devant tous la légende d'une autorité définie comme la mesure suprême et sans appel de tous les gestes, de tous les actes, de toutes les paroles, il est fatal que des questions naissent sur des lèvres jusqu'alors closes; qu'on élève la voix et qu'on exige plus. Cela est l'aspect positif du 22ième congrès communiste.

★

Debureau sur un socle, il a plutôt posé le socle sur Debureau . . . mort écrasé dans l'affaire. En plus, cet auteur qui avait tant d'esprit n'en avait pas assez pour résister au besoin — toujours catastrophique — de livrer son "message" au public, si bien que celui-ci est écrasé à son tour. D'autant plus que la troupe du Rideau Vert s'ennuie autant que le public, ce qui n'est pas peu dire, mais qui ne console pas pour autant. Très jolis costumes de Richard Lorain et une musique inspirée de Claude Léveillée. Heureusement que bientôt avec "Faisons un rêve" Guitry prendra sa revanche!

## TROIS COUPS POUR QUI ?

M. Gilles Marsolais, porte-drapeau de la nouvelle entreprise théâtrale qui vient de frapper ses premiers "Trois coups de minuit" au Théâtre du Gésu, a commencé par déclarer qu'il entendait instaurer à Montréal "un vrai théâtre populaire". Et pour bien préciser le fonds de sa pensée, il écrit dans le programme qu' "il veut surtout rejoindre un public nouveau, recruté dans tous les secteurs de la société, mais spécialement, dans le monde étudiant et le monde ouvrier." Ah, mais! Les étudiants et les ouvriers. Nous voici fixés. Or il se trouve que les premiers sont dans la proportion de 99% au moins d'origine bourgeoise et que les ouvriers préfèrent le hockey . . . Aussi le soir où je suis allé voir sa première réalisation, il y avait environ trente personnes dans la salle. Comme dit l'autre: "La réalité dépasse la fiction!"

Quant à la pièce choisie, elle semble de prime abord correspondre au désir de M. Marsollais de toucher la grande masse. Son sujet, la Nativité, fait partie de la mythologie populaire et le cadre historique authentifie une certaine naïveté. Hélas, n'est pas naïf qui veut, et surtout pas un intellectuel. André Obey nous présente bien des personnages au coeur simple, seulement il lui arrive de temps en temps de recourir à des motivations psychologiques qui sentent l'artifice. Et l'artifice d'un intellectuel qui "repense" la sensibilité naïve . . . aussi débouchons-nous sur le morceau de bravoure, d'ailleurs bien venu, car Obey sait écrire.

La mise en scène ne se signale par aucune vertu particulière, sauf le ton de parodie, très "Roger Pierre et Jean-Marc Thibaut" des interprètes lorsque ceux-ci sont censés jouer leur personnage de la Nativité. L'effet est d'un cocasse imprévu. La troupe sert honnêtement le texte, sans plus. Je ferai cependant une exception pour Yvon Deschamps qui vit son rôle avec une flamme et une personnalité remarquables.

## UN "HOMME NU" QUI PEUT SE RHABILLER !

Non, chère Madame Diaconesco, il n'y a pas de "message" dans "L'homme nu". Hélas, il n'y a pas non plus de quoi rire et l'état de grâce ne règne ni sur la scène du Théâtre-Club, ni dans la salle au cours de la représentation. Votre troupe ne pétille guère et le vaudeville de M. Camoletti apparait lui aussi terriblement nu. Nu et plat. A partir d'une situation comique en soi, l'auteur ajoute quiproquiproquo au quiproquo—toujours le même—avec la régularité d'un marteau-pilon . . . Cela est d'autant plus accablant que le dialogue est d'une pauvreté à peu près constante. Non, chère Madame Diaconesco, il n'y a vraiment pas de quoi rire dans votre spectacle!

Maintenant en ce qui concerne le refus de rire que vous prêtez généreusement à tout critique digne de ce nom, je regrette que vous n'ayez pu assister à mes côtés à la présentation de "La jeune fille à marier" à l'Ecole des Beaux-Arts, dans le cadre des mardis du "Centre canadien d'essai". J'ai ri sans arrêt et n'en éprouve aucune honte. Mise en scène avec infiniment d'esprit par Jacques Galipeau qui interprétait également l'un des deux rôles aux côtés de Kim Yaroshevskaya, l'irrésistible pochade d'Eugène Ionesco m'a enchanté. Il s'agit d'une "sottiserie" qui n'est pas sans rappeler les propos d'Henri Monnier, mais un grain d'absurde ajoute à la sottise ce je ne sais quoi qui n'appartient qu'à l'auteur de la "Cantatrice chauve". Ainsi la jeune fille est en réalité un solide moustachu auquel Pierre Giboyau prêtait son talent . . . Comme l'écrit Mme Diaconesco: "Je crois qu'en lisant ces lignes, on peut se passer de tout commentaire."

## QUAND GILLES DERÔME JOUE À COLIN-MAILLARD AVEC LE PUBLIC

Par goût, j'aime assister aux premières manifestations d'un talent. Reconnaître en 1961 les mérites de Molière me semble un jeu par trop facile, par contre saluer une oeuvre nouvelle, y déceler les qualités et les faiblesses et, surtout, y deviner les possibilités de son auteur m'a toujours passionné. Aussi ai-je assisté à "Qui est Dupressin?", la première pièce de Gilles Derôme, avec un plaisir tout particulier . . . puisqu'il s'agit d'un spectacle à la fois personnel et original. Personnel et original: je tiens beaucoup à ces deux épithètes. Certains assoiffés d'originalité composent avec les plumes des autres des curiosités qui ne correspondent guère à leur personnalité véritable — ne nommons personne! — de même qu'il arrive qu'un accent personnel soit au service d'une sensibilité moyenne. Or Gilles Derôme porte en lui un monde étrange, à nul autre pareil et trouve pour nous le laisser entrevoir des mots qu'il assemble à sa façon. Dire que sa tentative théâtrale soit une entreprise de tout repos serait mentir: elle exige du public une très grande complicité, un effort certain et je ne suis pas sûr que tous les spectateurs voudront fournir cet effort et accepter pareille complicité! Je le regrette pour eux car le texte, certes farfelu, n'est pas un jeu gratuit. Il y a là, comme une amorce de libération psychique de l'âme complexée du Canadien français. Le surmoi en soutane se profile derrière les barreaux du parc aux fous et Derôme, petit David lance ses cailloux contre ce Goliath et frappe souvent juste: les rires du public le prouvent.

En choisissant de porter sur la scène des névrosés, Derôme s'est rendu sa tâche d'auteur dramatique d'autant plus difficile: le fou étant coupé de la réalité est incapable de dialogue c.-à.-d. la base même de l'art dramatique fait défaut et "Qui est Dupressin?" ne pouvait être qu'une suite de monologues. Il faut un bien grand talent pour imposer à un auditoire deux heures de monologues à peu près constants et la part du metteur en scène s'avère capitale. Or ce dernier, André Pagé, à mis au point un rythme, inventé des mouvements de ballet et choisi les interprètes idéaux. Bravo André Pagé! Bravo aussi Marthe Mercure, Roland Laroche et Marcel Sabourin qui jouent à la perfection. Les décors de Marcel Gendron, les costumes de Colette Godard et la musique de Jean-Marie Cloutier contribuent à imposer au public le monde des sosies et des hommes qui cueillent les jonquilles du coeur de Derôme. Une fois de plus l'Egrégore a bien mérité du théâtre.

N.B. *Je ne voudrais pas laisser passer l'occasion du dixième anniversaire du TNM sans signaler le remarquable ouvrage "Dix ans de théâtre au Nouveau Monde". Composé avec un goût sûr, parfaitement informé, il constitue à la fois un document historique et un objet de luxe que tout amateur de théâtre se doit de faire figurer dans sa bibliothèque et il faut vivement féliciter l'équipe qui est responsable de sa parution: MM. Eloi de Grandmont, Normand Hudon et Jean-Louis Roux.*

★

# Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne et due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 18 novembre 1961, est formé des personnes suivantes:

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**PRÉSIDENT:**

Jean Dostaler

**VICE-PRÉSIDENT:**

James Hodgson

**SECRÉTAIRE:**

Claude Longpré

**TRÉSORIER:**

Yves-Aubert Côté

**ADMINISTRATEURS:**

Benoit Baril

Jacques Hébert

J.-Z.-Léon Patenaude

Gérard Pelletier

Pierre-E. Trudeau

**COMITÉ DE SURVEILLANCE:**

Roland Parenteau, président
Marc Lalonde
Jean Marchand

**ARCHIVISTE:**

Pierre Tanguay

**VÉRIFICATEUR:**

Jean-Guy Rousseau, C.A.

---


Pour être sûr de ne pas manquer un seul numéro de

**CITÉ LIBRE** nouvelle série, **ON S'ABONNE**

1. En utilisant le bulletin ci-dessous, ou 2. En reproduisant ce bulletin sur une feuille blanche

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

A remplir et à adresser à: CITE LIBRE
C.P. 10, succursale Delorimier, Montréal 34.

Veuillez recevoir du soussigné la somme de

☐ $3.50 pour un abonnement d'un an à Cité Libre
☐ $10.00 pour un abonnement d'un an (de soutien)
☐ $10.00 pour un abonnement spécial: 30 numéros de janvier 1960 à décembre 1962.

A partir du mois de .................................. 1961

Au nom de ..................................................

Adresse ..................................................

..................................................

☐ CADEAU
s.v.p. adressez à l'abonné une carte avec mes voeux.

Signé ..............................

..............................

Soussigné ..............................

Adresse ..............................

..............................

*"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication."*

**AU MAITRE DE POSTE, S.V.P.,**

**si non réclamée, retourner après cinq jours à: CITE LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.**

PORT PAYÉ À MONTRÉAL



**LES ÉDITIONS DU JOUR** INC

3411, RUE SAINT-DENIS
MONTRÉAL 18 • VI. 9-2228

*Vient de paraître*

- **L'ÉGLISE ET LE QUÉBEC**

  (Travaux présentés devant l'Institut Canadien des Affaires publiques à Sainte-Adèle.)

- **LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT AU CANADA FRANÇAIS**

  (Mémoire des professeurs de l'U. de M. à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement.)

CHAQUE VOLUME **$1.50**

***«...porter témoignage d'un temps dont la maturité est proche.»***
(Jean GREMILLON)

**au CENTRE D'ART DE L'ELYSEE, 35 ouest Milton, Montréal 18 — VI. 2-6053**

deux salles: la salle **alain resnais**
: la salle **eisenstein**

un choix : le cinéma adulte et contemporain
un critère : la qualité

**CINEMA DANS LE MONDE CINEMA ICI**

*«Le cinéma est aussi un langage.»* (André BAZIN)
*«Le langage est l'expression d'une société.»* (Chris MARKER)

**LA NEGOCIATION COLLECTIVE: OBJECTIFS ET TACTIQUES**

par **FRÉDÉRIC HARGISON**

et **JOHN R. COLEMAN**

*TRADUIT DE L'ANGLAIS, PAR ROGER CHARTIER,*

CULTURE POPULAIRE No 3

**5¼ x 7¼**

***Broché*** — ***1957*** — ***$3.00***

**Les Presses de l'Université Laval, 28, rue Sainte-Famille, Québec 4**

Cossette et Fils Ltée